

Bruno Théret

Du keynésianisme au libertarianisme. La place de la monnaie dans les transformations du savoir économique autorisé

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Bruno Théret, « Du keynésianisme au libertarianisme.

La place de la monnaie dans les transformations du savoir économique autorisé », *Revue de la régulation* [En ligne], 10 | 2e semestre 2011, mis en ligne le 04 janvier 2012. URL : <http://regulation.revues.org/index9529.html>
DOI : en cours d'attribution

Éditeur : Association Recherche & Régulation

<http://regulation.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur :

<http://regulation.revues.org/index9529.html>

Document généré automatiquement le 06 janvier 2012.

© Tous droits réservés

Bruno Théret

Du keynésianisme au libertarianisme. La place de la monnaie dans les transformations du savoir économique autorisé

L'auteur tient à remercier Jérôme Blanc, Ludovic Desmedt, Laurent Le Maux, Jaime Marques Pereira et Pépita Ould Ahmed pour les longs échanges sur la question de la pluralité monétaire dans le cadre desquels les idées présentées ici ont été pour une large part élaborées. Il remercie également Agnès Labrousse, Vincent Gayon et les référés de la revue pour leurs remarques et suggestions sur des versions antérieures de ce texte. Il n'en reste pas moins entièrement responsable du contenu de cet article et de ses éventuelles erreurs et insuffisances.

Introduction

- 1 La conjoncture intellectuelle présente nous interpelle sur la question du savoir économique autorisé et de la place spécifique que la monnaie y tient. On dispose en effet désormais d'assez de recul pour constater qu'en dépit de l'ampleur de la crise actuelle du capitalisme financiarisé dans ses deux premières phases, celle initiée en 2008 aux États-Unis par le défaut sur les dettes privées des ménages et ses conséquences dépressives sur l'économie mondiale, puis celle de l'endettement des États dans la zone euro initiée en 2010, les idées des économistes qui font autorité continuent de structurer, comme si de rien n'était, la vision du monde des classes dirigeantes occidentales. Tout se passe comme si un effet de sidération avait paralysé la capacité à penser de nos gouvernants et de leurs conseillers économiques et financiers.

Les enseignements d'une comparaison avec la crise argentine de 2001

- 2 Toutes proportions gardées, cette situation évoque irrésistiblement celle de l'Argentine du début des années 2000. Dans ce pays soumis depuis 1991 à un régime de convertibilité à parité fixe entre la monnaie nationale et le dollar US, une récession continue de l'économie pendant près de quatre ans (1998-2001) provoquée par ce régime de « répression monétaire »¹ a conduit d'une part à un accroissement extraordinaire de la pauvreté touchant une large partie des classes moyennes, d'autre part à une crise cumulative des finances publiques (une spirale d'endettement) s'accompagnant d'une incapacité croissante des pouvoirs publics à exercer leurs missions élémentaires de services publics à tous les échelons du territoire, le tout se terminant par une crise monétaire et bancaire qui a emporté fin décembre 2001 l'ensemble du système.
- 3 Or face à cette situation de plus en plus dramatique, aucune réponse digne de ce nom en termes de politique économique et monétaire ne fut fournie tant par le personnel politique en place que par les économistes porte-paroles de la science économique établie et diffusée comme *common-knowledge*. L'action politico-économique gouvernementale a consisté pour l'essentiel à mettre en place des politiques de rigueur budgétaire de plus en plus drastiques (déficit zéro) tout en cherchant des secours extérieurs (le FMI pour l'essentiel) pour soutenir le plus longtemps possible le système en place, malgré ses conséquences sociales dévastatrices et la quasi-évidence, tant pour les observateurs extérieurs que pour les économistes argentins hétérodoxes, que sa faillite était logiquement inévitable (seules la date exacte de la chute du régime et ses formes étaient non connaissables). L'analyse logique fut confirmée par l'histoire. Fin décembre 2001, suite à des mesures de restrictions de l'accès de la population à ses comptes en banques, l'indignation de la multitude, pour parler comme Frédéric Lordon, se manifesta ; la crise économique et financière se transforma en crise ouverte, politique, sociale et monétaire. Elle conduisit à l'abandon du régime monétaire de dollarisation, condition première de la sortie de crise et de l'ouverture d'une autre période, celle de la reconstruction de la souveraineté

monétaire et d'un changement de modèle économique rompant totalement avec le consensus de Washington.

- 4 Dans sa thèse soutenue en 2007 intitulée *La monnaie impossible : la convertibilité argentine de 1991*, Alexandre Roig a démonté le processus d'autorisation du discours sur la monnaie qui avait justifié la mise en place du régime de convertibilité auquel l'État argentin s'était auto-asservi. En reconstituant la généalogie, il y montre la puissance paralysante du discours sur la monnaie faisant alors autorité : ce discours énonçait l'impossibilité de sortir de la convertibilité. Ce faisant, Roig a mis à jour les dimensions symboliques spécifiques du discours sur la monnaie par rapport au discours économique standard ; selon lui, l'énoncé de cette impossibilité était moins l'expression de la puissance normative de la science économique ordinaire, que le résultat du fait que ce discours parlait spécifiquement de monnaie en la mettant en position d'autorité souveraine éternelle. Il paraissait impossible en effet de toucher à une monnaie ancrée dans l'autorité extérieure indiscutable du dollar US sans ébranler l'ensemble du corps social et remettre en cause l'ordre politique.
- 5 Cette analyse nous paraît valoir à une échelle bien plus vaste pour la crise actuelle qui est aussi, à son niveau le plus fondamental, une crise monétaire. Ce caractère monétaire de la crise actuelle est évident pour l'eurozone, mais c'est également le cas, même si cela est moins évident, pour la crise de 2008 aux États-Unis. Celle-ci est en effet une crise systémique de la globalisation financière, ou plus précisément une crise du système financier international mis en place et piloté à partir des années 1970 par les États-Unis, à la recherche d'un ressourcement de leur puissance alors déclinante. Or ce système financier globalisé a pour fonction de tenir lieu de système monétaire international ; il est censé exercer toutes les fonctions attendues d'une monnaie internationale, laquelle a disparu avec l'abandon unilatéral par les États-Unis du système de Bretton Woods. Conformément aux préceptes de la théorie de l'équilibre général (version Arrow-Debreu), l'ensemble complet de marchés financiers qui a été érigé à partir des années 1970 doit en effet permettre de se passer d'une monnaie internationale explicitement nommée et construite par la voie politique (voir encadré 1).
- 6 Mais si la crise actuelle est monétaire, il s'en déduit logiquement qu'on ne peut en sortir qu'en changeant de régime monétaire. Ceci signifie qu'aux niveaux nationaux (en dehors des États-Unis), il conviendrait de sortir des régimes de répression monétaire qui conduisent les États à s'endetter indéfiniment. Cela signifie également qu'au niveau international il faudrait sortir de la globalisation financière et remplacer la concurrence entre monnaies nationales et sa régulation par les marchés financiers par l'adoption d'une monnaie véritablement internationale et politiquement construite par une coopération interétatique.

Encadré 1 : La globalisation financière comme régime monétaire international de substitution

Dans Théret (2008a et 2011), on a montré que la globalisation financière est intimement liée à une nouvelle conception de ce qu'est ou doit être la monnaie, nouvelle conception qui exprime une transformation profonde du fait monétaire au stade financier et global actuellement atteint par le capitalisme. Au niveau international, l'autoréférentialisation des monnaies (le fait qu'une monnaie n'est monnaie que parce qu'on la considère comme telle), phénomène qui est propre aux États en capacité d'imposer leurs monnaies par fiat en les déclarant de cours légal, s'est généralisé au dollar US (antérieurement ancré dans un poids d'or) de telle sorte que n'existe plus de véritable monnaie internationale permettant de stabiliser les valeurs relatives des monnaies nationales. Désormais ces valeurs relatives sont laissées au jeu de la concurrence et déterminées par des marchés financiers spécialisés supposés être parfaitement efficaces, c'est-à-dire capables de déterminer les valeurs vraies des monnaies à tout moment. Les très grandes fluctuations des taux de change entre les monnaies nationales, et notamment des plus importantes d'entre elles au niveau international, montrent au contraire que les prix de marché des monnaies relèvent d'un grand arbitraire du fait qu'ils sont soumis à une logique financière qui en est venue à ne plus exprimer que le seul désir d'accumulation de richesse d'opérateurs financiers vivant dans un monde virtuel et purement autoréférentiel (Orléan, 1999 ; Knorr Cetina & Bruegger, 2002 ; Hessling & Pahl, 2006). Le système financier globalisé actuel apparaît alors comme le produit de la rupture du système monétaire international de Bretton Woods. Celle-ci appelle le développement des marchés à terme de produits dérivés et d'autres "dérivations" des actifs financiers primaires (actions et obligations, dettes commerciales et publiques) telle que la titrisation. Le système financier international apparaît alors comme un système monétaire international de substitution et qui ne dit pas son nom. Il s'agit en effet de faire avec l'absence de toute véritable monnaie internationale et de prémunir les créanciers et les débiteurs contre les risques de variations des taux d'intérêt et des taux de change entre devises nationales. La finance internationale est censée ainsi prendre en charge les fonctions de la monnaie au niveau international (Bryan et Rafferty, 2007) : les produits dérivés de type options et *forwards* font office de moyens de réserve de valeur ; les devises nationales, évaluées sur les marchés monétaires, servent toujours de moyens de paiement des dettes ; les *swaps* permettent d'homogénéiser les produits (au sens

large incluant les dettes) échangés sans qu'il soit apparemment nécessaire de convenir d'une unité de compte véritablement internationale dénommée et universellement reconnue comme telle pour cela. Dès que le dollar ne peut plus servir de substitut à cette unité de compte dans une large partie du monde, c'est le cas avec l'apparition de l'euro en 1999 (Mundell, 2007), le rôle monétaire de la finance globalisée apparaît pleinement. La répression monétaire à laquelle se sont obligés les États est alors redoublée par leur « répression financière » (*hard budget constraint* baptisée « règle d'or » en Europe) exercée par la finance internationale elle-même, comme le montre la crise actuelle de l'eurozone. Mais ce faisant dans une période où l'endettement des ménages a atteint lui aussi ses limites, la finance internationale creuse sa propre tombe, puisqu'elle assèche les unes après les autres les sources de sa propre expansion.

- 7 Évidemment on n'en est pas là, car pour y arriver, compte tenu de l'incapacité de nos élites dirigeantes à prendre conscience de la faillite du système actuel, il faudra sans doute que se manifeste une bonne dose d'indignation de la multitude à l'instar de ce qui s'est passé en Argentine fin 2001 et début 2002. En effet, si le parallélisme avec l'histoire argentine et l'interprétation qu'en donne Roig tiennent, on ne saurait s'étonner de l'inertie intellectuelle et politique de nos princes et de leurs experts économiques ; elle ne ferait qu'exprimer comme dans le cas argentin la puissance paralysante du discours hégémonique sur la monnaie des « gens de finance » (*finance people*) (académiques, praticiens et académiques-praticiens) comme les appelle Perry Mehrling (2000). Ainsi ce discours devenu sens commun interdirait d'imaginer toute sortie de la globalisation financière et du régime monétaire international qui lui est fondamentalement associé. De même modifier le régime de monnayage de l'euro relèverait non de l'impossible, mais de l'impensable².
- 8 Effectivement cela semble bien être le cas. Que constate-t-on en effet, si ce n'est qu'un instant ébranlée par le choc de la crise des *subprimes* et la faillite de Lehman Brothers, la *gens* financière a été vite rassurée par l'efficacité des opérations publiques de sauvetage du système, opérations qui étaient pourtant en totale contradiction avec les principes libertariens qui sont au cœur de ses théories et des prescriptions politiques qu'elle en déduit. Tout s'est donc passé comme si la crise de 2008 n'était qu'une turbulence passagère dans une économie prospère³. Une fois l'alerte passée, le retour à la normale s'est ainsi imposé. Conséquence : la plèbe de la profession, dans laquelle se recrutent les économistes « atterrés » par cet immobilisme aveugle aux faits observables, est restée sans parole autorisée et, *a fortiori*, autorisante⁴ ; elle ne saurait « faire l'opinion » et continue donc de subir la domination politique et symbolique de l'aristocratie de la profession pourtant largement autoproclamée et mise en faillite intellectuelle par la crise. La similitude avec la situation argentine est à nouveau frappante, car il n'y a pas que la finance qui soit retournée à son *business as usual*. Pour les élites dirigeantes européennes également, quelle que soit leur couleur politique, sortir de la globalisation financière et de ses effets menaçants pour l'euro ne saurait être mis à l'agenda. Même se permettre d'en étudier l'éventualité n'est pas à l'ordre du jour.
- 9 Ce qui nous ramène aux conséquences à plus ou moins court terme de cet aveuglement. En se soumettant à la croyance qu'il était impossible de sortir de la convertibilité du peso, l'Argentine a sombré dans une crise sociétale violente qui a finalement eu pour issue un changement radical de son système monétaire (repésification) sans lequel le pays n'aurait pas pu être remis à flot. La leçon à en tirer en Europe serait alors que si les politiques économiques, monétaires et financières restent conformées par le discours économique faisant actuellement autorité, il faut s'attendre à un scénario de même type avec la présente crise. Sans changement du cadre de référence de la politique économique et monétaire, l'issue de la phase européenne de la crise ne pourra être que plus douloureuse encore que celle de sa phase nord-américaine (dont les effets sont encore loin d'être résorbés), car les États eux-mêmes en défauts de paiement ne pourront plus empêcher l'enchaînement des faillites financières⁵.
- 10 La sortie de crise impliquera alors une refonte complète du système monétaire international et donc, de toute façon, une remise en cause du pouvoir des gens de finance sur ce système. À vrai dire ceux-ci ne semblent pas s'en soucier, car peu leur importe le long terme et les conséquences sociales et politiques des crises économiques. Seul compte pour eux leur enrichissement au jour le jour, base de leur épanouissement personnel, la théorie économique libérale selon laquelle les vices privés font le bonheur public les assurent que, ce faisant, par leur cynisme, ils œuvrent rationnellement pour le bien commun.

S'interroger sur le rôle de la science économique *mainstream* dans le surgissement de la crise

- 11 Pour ne pas en arriver à une crise aussi périlleuse pour l'état du monde, pour pouvoir la prévenir et non pas n'avoir plus d'autre solution que de devoir, si possible, guérir les maux profonds qu'elle ne manquerait pas d'entraîner, il apparaît alors essentiel de comprendre et expliquer le rôle et la responsabilité de la science économique dans le surgissement de la crise. Seule une telle compréhension peut rendre son pouvoir symbolique contestable et miner les arguments de pure autorité qui sont désormais les siens. Certes la science économique n'est pas seule en cause, car derrière les énoncés de politique économique (budgétaire et monétaire), par delà « la caution légitimatrice de la science économique », interviennent également « les prescriptions des grands organismes internationaux, les exigences des marchés financiers, les propos "d'experts", le tout relayé et consacré par la presse aussi bien financière que généraliste qui donne à tous ces discours la plus large audience et joue un rôle de première importance dans l'installation de ces énoncés comme "incontestable" corpus de la politique économique au sein de l'opinion publique » (Lordon, 1999, p. 179). Mais les doctrines économiques sont le point de départ, le cadre cognitif à l'origine de ces diverses prescriptions politiques, exigences financières et propos d'experts.
- 12 Aussi nous donnons-nous ici comme priorité l'examen des corpus d'idées structurant les représentations économiques du monde social qui sont actuellement hégémoniques, en nous fixant « pour tâche d'éclairer cet oligopole du discours autorisé d'où seul peuvent émaner les discours légitimes sur la politique économique » (*ibid.*, p. 194). La perspective est limitée, elle ne prétend pas rendre compte du processus sociologique par lequel le nouvel oligopole a pris le pouvoir dans les sciences économiques à partir des années 1970 aux USA avant de se globaliser. Cette tâche en effet ne saurait être menée à bien par un seul individu et devrait constituer la matière d'un programme collectif de recherche. Il s'agit donc ici non pas de proposer une analyse sociologique, en tout état de cause nécessaire mais encore à mener⁶, des changements organisationnels de la profession des économistes, des transformations des cadres institutionnels qui la structurent, et des nouveaux liens qu'elle a pu tisser tant avec le capital financier privé qu'avec les pouvoirs publics, tous changements ayant accompagné la mutation du référentiel des idées dominantes. Le présent travail part du constat, tiré d'une observation participante mais aussi partagé par de nombreux autres observateurs, de la conquête, à partir des années 1970, du pouvoir au sein du champ des économistes par ce qu'on appellera l'oligopole ou le bloc hégémonique libertarien⁷. Sur la base de ce constat dont les tenants et les aboutissants resteront à expliquer sociologiquement, on s'attachera essentiellement à décrire les transformations qu'a connues depuis 40 ans et pour l'essentiel aux États-Unis, le référentiel des idées économiques et financières dans le champ académique.
- 13 Nous savons que « l'élaboration d'un référentiel n'est pas l'affaire exclusive des "producteurs symboliques", lecteurs et traducteurs de la théorie économique, propagandistes et relais d'opinion de toutes sortes. Le référentiel n'a de chance de s'établir comme vision du monde dominante que s'il rencontre la validation et le soutien actif de groupes sociaux suffisamment dotés en ressource de pouvoir pour en constituer quelque chose comme le bloc hégémonique. Un référentiel s'établit à l'articulation d'un domaine de la production symbolique et d'une coalition des intérêts dominants du moment. Corpus d'idées, le référentiel n'est pas réductible à une saisie idéaliste. Il est aussi à sa manière l'expression d'un certain rapport de force dans lequel la confrontation des groupes sociaux et de leurs capacités respectives à imposer comme vision universelle la représentation qui correspond à leurs intérêts particuliers » (Lordon, 1999, p. 181-82)⁸. Pour autant, on ne saurait faire abstraction du contenu idéal de la production symbolique et de la logique propre de développement du savoir à prétention scientifique ; de la qualité épistémique de ceux-ci découle pour une bonne part la légitimité des acteurs en lutte dans un champ intellectuel. Une connaissance relativement approfondie des paradigmes qui servent d'armes dans les luttes internes à un champ donné nous paraît donc être un préalable à toute analyse sociologique de ce champ⁹.

La monnaie, faille de l'édifice discursif du *mainstream*

- 14 S'agissant en l'occurrence de pénétrer, pour chercher à le déstabiliser, un pouvoir absolu, une pensée unique, un oligopole fermé, l'idée à l'origine de ce travail a été de repérer la faille épistémologique centrale de l'édifice discursif dans lequel ceux-ci s'abritent, afin de s'y introduire pour mieux comprendre la complexité de leur fonctionnement oligopoliste et y frayer le passage à une critique de celui-ci, susceptible d'ébranler la structure d'ensemble de l'édifice. Or cette faille est bien connue des spécialistes ; elle est même parfois affichée par les penseurs les plus légitimes du champ. Cette faille, c'est la monnaie.
- 15 Le discours autoréférentiel de la science économique s'est en effet construit une monnaie *ad hoc*. Mais le fait monétaire avec toute la variété de ses dimensions le travaille en permanence, lui rappelant ses apories. Cela dit, la monnaie en tant que représentation symbolique du tout social est faite de discours, ce qui permet précisément au discours économique de « travailler » les formes instituées de la monnaie et de modeler effectivement le fonctionnement du système monétaire. La relation entre monnaie et discours économique autorisé est donc ambivalente et à double sens : la monnaie travaille le discours des économistes, elle est une force de contestation, de déstabilisation de la théorie économique dominante ; mais la monnaie en tant qu'institution est aussi faite de discours, elle est une abstraction ancrée dans un discours de fondation et de légitimation. Nous examinons cette double relation dans une première partie.
- 16 Nous pouvons alors dans une deuxième partie montrer comment la monnaie a travaillé le discours hégémonique des économistes à partir des années 1970 en déterminant trois stratégies discursives d'obédience libertarienne de son intégration dans la théorie économique.
- 17 On en déduit dans la troisième partie une topographie du champ des idées économiques qui permet de comprendre les principes structurant du nouvel oligopole du discours économique autorisé, lesquels vont évincer l'ancienne structuration de ce discours fondée sur la dite « synthèse néoclassique ».
- 18 Dans la quatrième partie, nous cherchons alors à éclairer le paradoxe de la survie d'une profession qui, convertie au libertarianisme, professe en fait sa propre inutilité sociale, alors même que, loin de disparaître, elle prend au contraire une place de plus en plus importante dans le fonctionnement économique et politique de l'économie capitaliste de marché. Il ne s'agit pas non plus en ce cas d'entreprendre une analyse sociologique des trajectoires professionnelles des économistes libertariens, mais simplement de montrer comment les trois pôles constitutifs du bloc hégémonique auquel ils appartiennent ont résolu en idées (et très allusivement en pratique) le paradoxe en question. On pourra alors s'interroger sur les problèmes épistémologiques qui en résultent et qui sont susceptibles de miner leur monopole d'autorisation du discours économique.

1. L'ambivalence de la relation entre monnaie et discours économique autorisé

- 19 Les économistes standards – classiques et néoclassiques – qui détiennent l'autorité dans le champ des économistes se méfient de la monnaie, ils en ont peur car ils y voient un corps étranger extrêmement difficile à intégrer, incorporer et digérer dans leurs théories qui supposent un fonctionnement parfaitement endogène de l'économie capitaliste de marché¹⁰. La monnaie qui est le symbole par excellence de la richesse est en fait exclue de la science économique qui se définit pourtant comme science des richesses.
- 20 La théorie économique dominante, à savoir la théorie néoclassique de l'équilibre général (TEG), considère en effet la monnaie comme un voile posé sur les échanges et les facilitant sans interférer avec eux ; la monnaie n'est qu'un simple numéraire « neutre » car n'intervenant pas dans les prix relatifs des marchandises entre elles. Mais ce n'est là qu'une nécessité théorique inhérente à la TEG qui est dans l'impossibilité d'intégrer la monnaie dans son cadre axiomatique et ses modèles ; ce n'est pas un constat empirique car les pratiques économiques démentent en permanence la neutralité de la monnaie.

1. 1. La monnaie *ad hoc*, une monnaie faite de discours

21 Pour la théorie économique dominante, la monnaie est fondamentalement exogène et représente *a priori* une interférence politique dans une économie d'échange qui, disposant d'une capacité intrinsèque à s'autoréguler, fonctionne de façon optimale lorsque cette autorégulation n'est pas perturbée par le jeu monétaire. Il s'en déduit pour le *mainstream* que la seule politique monétaire qui vaille d'un point de vue théorique est celle qui neutralise la monnaie en réduisant son pouvoir de perturbation des équilibres de marchés. Cette conception instrumentale de la monnaie s'accompagne ainsi de prescriptions concernant les règles d'émission monétaire et les règles de fixation des deux prix de la monnaie que sont le taux d'intérêt et le taux de change d'une monnaie dans une autre. Cette influence directe et à double sens¹¹ entre théorie monétaire et politique monétaire et valeur de la monnaie montre qu'il existe une relation intrinsèque entre la monnaie telle qu'on peut la saisir en tant que fait économique et social observable, objectivé dans des moyens de paiement, institutionnalisé dans une architecture organisationnelle, et travaillé par une politique monétaire, et un régime performatif d'idées concernant ce qu'est et/ou doit être la monnaie¹². La monnaie moderne n'est autre que l'idée qu'on s'en fait.

22 Cette relation est devenue totalement transparente dans le cas des monnaies contemporaines autoréférentielles puisque celles-ci ne sont plus que des signes, certes toujours portés par des supports matériels, mais dont la valeur économique est sans aucun rapport avec celle de ces supports. Dans ce cas, on peut aller jusqu'à dire que la valeur « substantielle » de la monnaie n'est autre que la valeur qui est reconnue au discours plus ou moins conceptuel ou idéologisé qui l'emporte dans l'opinion sur ce qu'est ou doit être une bonne monnaie, discours qui fonde la « foi sociale » dans sa solidité et sa liquidité¹³. Ceci est particulièrement net en ce qui concerne la crédibilité des politiques monétaires. Cette crédibilité n'est autre que celle des institutions monétaires construites par l'action collective d'individus et de groupes de créanciers et débiteurs en conflit autour des implications distributives – en termes d'accès à la monnaie – de ces politiques. Or cette action collective apparaît toujours adossée à, voire armée par des discours de théorie monétaire, et elle est soutenue par les producteurs de ces discours, lesquels producteurs sont eux-mêmes en lutte dans l'ordre symbolique discursif de chaque société pour la reconnaissance de leur discours comme seul autorisé à dire le vrai – la monnaie vraie – et devant faire de ce fait autorité (Roig, 2007). Ainsi les institutions monétaires, la forme institutionnalisée de la monnaie (Théret, 2008b), prévalant à une époque donnée incarnent à la fois le point de vue idéologique des vainqueurs et le compromis politique qu'ils ont dû passer avec les vaincus pour inscrire leur victoire dans la durée.

23 C'est dans cette perspective d'une fondation des régimes monétaires dans des régimes d'idées concernant la monnaie et subséquentement la finance, que nous allons nous placer maintenant pour décrire le changement idéologique survenu depuis le début des années 1970, quand commence à décliner la pensée économique et monétaire keynésienne qui faisait alors autorité tant dans le champ de l'économie académique que dans le champ politique et de la politique économique. En même temps que la globalisation financière, en tant que régime monétaire international concurrentiel et autoréférentiel, se développe, le discours économique se transforme, les deux mouvements – le financier et l'intellectuel – s'entretenant intimement l'un l'autre¹⁴.

1. 2. Le fait monétaire, une monnaie qui travaille en permanence le discours des économistes

24 L'analyseur utilisé dans ce texte pour saisir les changements dans la pensée économique dominante depuis les années 1970 – à savoir la place que la monnaie tient dans les nouvelles théories et dans les nouvelles pratiques « économiques » des économistes – n'est pas le plus habituel. C'est plutôt l'usage des technologies statistiques et mathématiques (probabilités et économétrie) caractérisant la science économique depuis sa révolution stochastique qui a principalement préoccupé les chercheurs (Mirowski, 1989). On dispose ainsi de toute une série de travaux très pertinents et démonstratifs sur ce point, notamment celui tout récent de Michel Armatte (2010), qui montrent que la science économique *mainstream* est devenue une

technoscience, une ingénierie économique qui repose sur l'idée que l'économie de marché peut être analysée comme n'importe quel phénomène physique ou biologique. On prend pour acquis ces travaux qui fournissent nombre de clefs de compréhension des faits de discours qui nous intéressent ici.

- 25 Partir de la question monétaire pour saisir les transformations de la théorie économique concomitantes à la globalisation financière est ici justifié par le fait que, comme on l'a vu, elle est le talon d'Achille de la théorie économique néoclassique de l'équilibre général (désormais TEG) et de tous ses avatars. On est ici en effet au comble du paradoxe : alors que l'argent n'a jamais été aussi central dans le fonctionnement du capitalisme et de l'économie de marché, il est absent de la TEG qui est censée en expliciter les lois. Celle-ci, on l'a vu, est une théorie sans monnaie et sa crédibilité ne peut qu'en être entachée. Elle cherche donc à s'en procurer, c'est-à-dire à l'intégrer dans son cadre, ce qu'elle fait en recourant à la notion de « friction » introduite par J. Hicks (1935) et qui a ultérieurement fait florès. Par ce biais, se joue la capacité de la TEG à rendre compte du fait que l'économie observable est monétaire sans pour autant remettre en cause la théorie de la valeur qui lui est sous-jacente et qui veut que la monnaie soit inutile, si ce n'est en tant que pur numéraire censé ne jouer en rien dans les rapports « réels » de valeurs entre marchandises. Ainsi toute l'évolution historique des théories économiques étatsuniennes de l'après-guerre peut être lue comme une série de tentatives successives et/ou concurrentes pour neutraliser ou éliminer cette « friction » qu'est la monnaie dans un cadre théorique qui la pose *a priori* comme insignifiante et donc *a posteriori* comme un problème.

2. Le travail de la monnaie au cœur de l'évolution des doctrines économiques dominantes : trois stratégies discursives

- 26 Le champ de l'économie académique a connu une première restructuration aux USA dès les années 1950 et 1960 à partir d'une nouvelle conception du rapport entre monnaie et finance (*New View*) que P. Mehrling a qualifiée de « walrasianisme monétaire »¹⁵ : dans quelle mesure la monnaie n'est-elle pas ou ne doit-elle pas être un actif financier comme un autre ? La rupture au début des années 1970 du régime monétaire international de Bretton Woods conduira à faire de cette pensée la nouvelle doxa qui justifie le passage de régimes monétaires keynésiens de « répression financière » (*i.e.* avec contrôle étatique étroit de la finance de marché et des banques, et instauration de taux de changes fixes), à des régimes financiers monétaristes de « répression monétaire » (*i.e.* avec interdiction de plus en plus drastique faite aux États d'émettre de la monnaie pour accommoder la croissance et réguler les conflits distributifs, et passage à des taux de change flottants déterminés au jour le jour par les marchés financiers). En conduisant au renouveau et à l'essor des marchés financiers à terme, ce changement de régime monétaro-financier a permis aux théories économiques postulant des marchés autorégulateurs de s'épanouir et d'acquérir un statut de pensée autorisée au détriment de la pensée keynésienne et de la dite « synthèse néoclassique ».

2. 1. Les « gens de finance »

- 27 Ce renouveau néoclassique s'est produit d'abord dès les années 1960 dans les *graduate business schools*, c'est-à-dire à l'extérieur de l'économie académique proprement dite. Il y a pris la forme d'une transformation de la *business finance* en *financial economics* (économie financière), discipline qui occupera ensuite une place de plus en plus importante au sein de la science économique (Whitley, 1986 ; Fourcade et Khurana, 2009). Les théoriciens de la finance proposent pour sauver la TEG une stratégie « révolutionnaire » consistant non pas à chercher à intégrer la monnaie dans le modèle théorique, mais à rendre l'économie réelle conforme au modèle en éliminant la monnaie de la réalité¹⁶.
- 28 Cet objectif paraît tout à fait réalisable aux gens de finance pour qui un système complet de marchés efficients peut prendre en charge les fonctions de paiement (liquidité financière) et de réserve de valeur (marchés à terme) de la monnaie. Pour les théoriciens et praticiens de la finance (qui sont d'abord des ingénieurs – concepteurs de produits financiers dont la préoccupation principale est d'optimiser le fonctionnement des marchés financiers), si la

théorie dit que l'économie peut fonctionner sans monnaie, il est normal de tirer « *the conclusion that a natural way to test the theory would be to promote the institutional change it predicted, and to see if in fact there (is) room for that institutional change in the real world* » (Mehrling 2005a, se référant à Fischer Black). Il s'agit alors de faire advenir « un monde sans monnaie », sans fiat monnaie exogène à la logique du capital, monde où on paye ses achats et règle ses dettes avec des parts de fonds communs de placement dont la contrevaletur est évaluée au jour le jour sur les marchés de capitaux. Cela dit, le modèle d'équilibre général proposé n'est plus strictement le même que ceux de Arrow – Debreu et de Samuelson privilégiés par les nouveaux classiques (Mehrling, 2005b).

2. 2. Les « nouveaux classiques »

29 Aussi, cette approche financière de la monnaie – la *New Monetary Economics* (désormais NME) due à F. Black, E. Fama, R. Hall, L. Yeager, etc. –, même si elle a eu en pratique, surtout au niveau international, un impact certain est restée minoritaire chez les économistes proprement dits¹⁷. Le développement de la théorie néoclassique a surtout été « marqué par la recherche des frictions adéquates pour que la monnaie puisse être choisie à l'équilibre » (Benetti, 2001). Cette recherche encore en cours, car destinée à rester infructueuse, même si elle se traduit toujours par une multitude d'articles dans les revues les mieux classées du champ scientifique et fonde les carrières de nombreux économistes, a pris de multiples formes : construction de modèles d'équilibre général « à générations imbriquées », avec *cash-in-advance*, de « prospection », « théorie des restrictions légales », etc. Cette nouvelle macroéconomie « monétariste mark II », comme l'a qualifiée J. Tobin, dont les penseurs de référence sont R. Lucas, N. Wallace, T. Sargent, F. Kydland, E. Prescott, R. Barro, etc., se veut « microfondée » sur les anticipations rationnelles d'agents privés optimisateurs omniscients, ce qui rend en théorie totalement inutile et même préjudiciable toute intervention de la puissance publique.

2. 3. Les « autrichiens »

30 Comme l'a souligné C. Benetti (2001), l'approche en termes de frictions trouve ses limites dans l'impossibilité de la TEG à abandonner l'hypothèse walrasienne d'un système centralisé de compte et de paiement par compensation. Cela est aussi le point de vue des économistes d'obédience « autrichienne » qui, à la suite de C. Menger et de L. von Mises, et avec F. von Hayek, considèrent que la monnaie est un préalable, non neutre donc, au développement des échanges et de la production marchande, et rejettent la conception centralisée et statique de l'économie promue par la TEG :

That perfect matching or correspondence of the individuals plans, which the theoretical model of a perfect market equilibrium derives on the assumption that the money required to make indirect exchange possible has no influence on relative prices, is a wholly fictitious picture to which nothing in the real world can ever correspond (Hayek, 1976).

It is now recognized that general equilibrium theory does not incorporate money as a distinctive good with unique properties. In general equilibrium models, money is merely a numeraire. The numeraire has no properties distinguishing it in principle from the “nonmoney” goods in the model. Models in which money is merely the numeraire good are barter models in disguise. In addition, the “money” in such constructs is inevitably neutral in its effects. [...] Menger's money is much more than a numeraire or otherwise neutral economic institution. It is one of the driving forces of economic development, replete with real effects. (O'Driscoll, 1985)

31 Cette conception autrichienne de la monnaie en tant qu'institution fondamentale du capitalisme, produit de la main invisible de la concurrence, a connu également une évolution dans les années 1970 avec la radicalisation dans un sens libertarien de la pensée de Hayek et ses propositions de dénationalisation des monnaies (Hayek, 1976 et 1979). En prônant l'application d'une concurrence non régulée – car jugée autorégulatrice – entre émetteurs de monnaies qu'ils soient privés ou publics, les hayekiens en sont arrivés à récuser toute place à une *base money* et à un principe hiérarchique au sein du système bancaire. Ils rejoignent ainsi paradoxalement les « gens de finance » qui, bien qu'adeptes de la TEG, récuse eux aussi, on vient de le voir, l'idée de base monétaire exogène à l'économie. Ceci a ouvert les portes

- à des collaborations au sein de la *New Monetary Economics* (NME) entre les deux courants (Greenfield & Yeager, 1983 ; Yeager, 1997, 1999 et 2010 ; Cowen & Kroszner, 1987 et 1994).
- 32 Les paradigmes qui étaient les outsiders du keynésianisme de la synthèse néoclassique (monétaristes mark I à la Friedman et néo-mengériens partisans du *free-banking*) sont ainsi passés au centre du régime des idées de référence pour les politiques budgétaires et monétaires, moyennant une radicalisation de leur position (la pensée financière est désormais d'obédience libertarienne et la pensée monétaire devient hayekienne mark II).
- 33 Au total, tant pour des raisons propres à la logique intellectuelle du champ des économistes qu'en raison de changements dans l'économie elle-même et son environnement politique, social et international, le discours à prétention scientifique sur l'économie a connu des mutations et une différenciation qui a été à l'origine de nouvelles alliances entre paradigmes. Aux États-Unis avant tout et pour l'essentiel, diverses stratégies se sont développées au sein de la science économique et financière en transformant ce champ dans un sens libertarien. Par delà leurs différences qui peuvent être radicales et conduire à des alternatives monétaires opposées (concernant notamment la stabilisation du niveau général des prix), ces stratégies ont toutes porté en effet l'idée d'une nécessaire dérégulation bancaire et financière au profit du libre jeu des mécanismes de marché tant au niveau national qu'international.

3. La monnaie comme principe structurant d'une topographie du champ des économistes

- 34 Pour rendre compte de ce retournement par rapport à la configuration keynésienne précédente à partir d'un examen de la manière dont chaque courant de pensée a été conduit à concevoir la place de la monnaie dans l'économie, il est commode de se donner un référentiel analytique (cf. schéma suivant) formé par deux axes orthogonaux définis à partir d'une double opposition relative au rapport qu'entretiennent les économistes avec la monnaie.
- 35 On peut en effet distinguer entre :
- d'une part, selon l'axe vertical (bas versus haut) du schéma, les économistes qui croient ou ne croient pas à la théorie de l'équilibre général et donc à la neutralité de la monnaie ;
 - d'autre part, selon l'axe horizontal (gauche versus droite), entre « ceux du public » et « ceux du privé », c'est-à-dire entre d'un côté les partisans d'une macroéconomie académique qui raisonne dans le cadre d'une économie unifiée (par une monnaie unique) et centralisée (par le commissaire priseur walrasien ou l'État keynésien), de l'autre des écoles, périphériques à cette macroéconomie académique, qui partagent une conception privée et décentralisée de l'économie et où la monnaie n'est plus a priori unifiée mais éclatée quoique régulée par les vertus soit des marchés financiers (*New Monetary Economics*) soit du principe de concurrence (*Neo-Mengerian Economics*).

3. 1. Neutralité ou non neutralité de la monnaie

- 36 Ainsi sur l'axe vertical du schéma s'opposent partisans et adversaires de la théorie de l'équilibre général quant au degré de neutralité conféré à la monnaie :
- il n'y a pas de neutralité pour les keynésiens ni pour les « autrichiens », et c'est pour cela qu'en fonction de leurs préférences politiques, les premiers sont conduits à la placer sous contrôle de l'État, et les seconds au contraire à vouloir la « protéger de la politique » (O'Driscoll, 1985) ;
 - la neutralité de la monnaie est en revanche fondamentale pour les néoclassiques. Pour les monétaristes « mark I » (*i.e.* friedmaniens) et « mark III » (Nouveaux Keynésiens – désormais NK – parfois qualifiés aussi de « nouvelle synthèse néo-classique »¹⁸) et plus largement dans le « walrasianisme monétaire » de la (première) synthèse néoclassique (qui incluait la plupart des keynésiens étatsuniens), la monnaie est neutre à long terme mais pas à court terme, ce qui justifie une intervention publique stabilisant le niveau général des prix (la valeur de l'unité de compte). En revanche, la monnaie est neutre aussi bien à court terme qu'à long terme (en cohérence avec les présupposés de la TEG) chez les Nouveaux Classiques (désormais NC)¹⁹ et pour la NME²⁰ (on peut parler de super-neutralité pour les NC et d'hyperneutralité pour la NME car dans celle-ci il n'y a plus de base monétaire, plus de « money as we know it ») ; toute intervention de la puissance publique est alors proscrite.

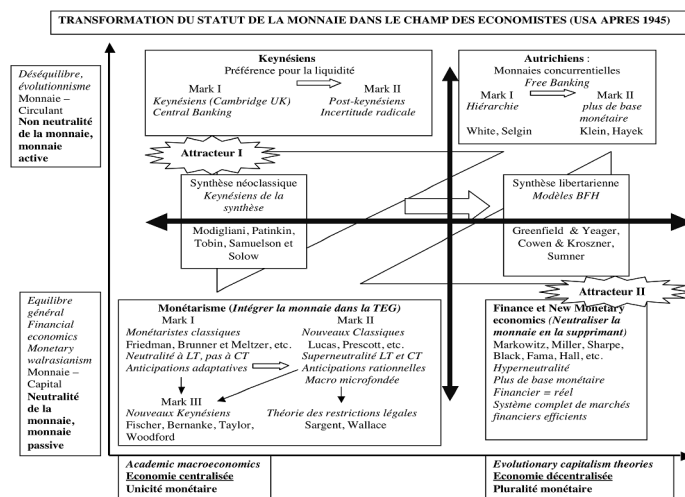
3. 2. Monopole ou concurrence monétaire

37 L'axe horizontal du schéma renvoie quant à lui au degré de décentralisation de l'économie sur lequel les différentes théories sont fondées, la macroéconomie qu'elle soit keynésienne ou néoclassique, ou encore Nouvelle Classique (NC) ou Nouvelle Keynésienne (NK), s'opposant ici à la *financial economics* et à l'approche autrichienne qui font jouer un rôle central aux échanges décentralisés sur les marchés et à la concurrence. Au plan monétaire cela se traduit par le fait que :

- du côté des approches en termes d'équilibre général, la théorie quantitative de la monnaie qui est au cœur de la macroéconomie néoclassique est totalement rejetée par la NME qui pose un « monde sans monnaie » – en fait sans monnaie étrangère à la pure logique des marchés financiers – de telle sorte qu'un agrégat monétaire censé représenter une quantité totale de monnaie est sans signification et impossible à concevoir (Black, 1970) ;

- et du côté des approches en termes de déséquilibre qui ne postulent pas la neutralité de la monnaie, l'opposition sur cet axe est entre les keynésiens qui posent une monnaie publique centrale et unique, et les « autrichiens » pour qui la monnaie doit être plurielle et le fait d'émetteurs privés et publics soumis à la même discipline de la concurrence (Hayek, 1976 et 1979).

38 À partir de cette double opposition, on peut assimiler le basculement des régimes monétaire et financier du type « keynésien » au type « libertarien » à un changement de bloc hégémonique au sein de la technoscience économique. S'est opérée en effet, lors de ce basculement, une reconfiguration des alliances entre divers paradigmes postulant à la position de pensée autorisée et autorisante (orthodoxie). Dans le même mouvement a émergé un nouveau paradigme – l'économie financière – jouant le rôle d'attracteur pour l'ensemble du champ (attracteur II dans le schéma suivant), alors que s'effaçait le paradigme qui jouissait jusque là de ce rôle – le keynésianisme des origines (attracteur I). Ainsi à la synthèse keynésiano-néoclassique qui fournissait un référentiel commun y-compris pour les monétaristes friedmaniens et les « autrichiens » partisans du *free-banking*, succèdent de nouveaux compromis discursifs permis d'une part par des évolutions propres à chacun des paradigmes préexistant, d'autre part par l'émergence de l'attracteur qu'est la nouvelle sous-discipline de la *financial economics*, laquelle développe son propre modèle d'équilibre général et affirme son pouvoir hégémonique sur l'ensemble du discours économique.



3. 3. L'hégémonie intellectuelle de la *financial economics*

39 L'hégémonie politique de la finance de marché sur l'ensemble du champ des économistes aux USA est apparue d'abord discrètement dans le classement en 1983 du logement en tant qu'actif financier et non plus en tant qu'élément central de la consommation (Braun, 2010, p. 21-24). La hausse du prix du logement est désormais considérée comme un accroissement de richesse permettant un développement massif du crédit aux ménages, lequel entretient la demande de logements et donc la hausse de leurs prix selon une boucle récursive. Cette hausse de prix

n'étant plus incluse dans l'indice du coût de la vie à partir duquel est calculée l'inflation, le marché immobilier est ainsi placé, si ce n'est très indirectement et avec retard via la hausse des loyers²¹, en dehors de toute régulation par la politique monétaire de ciblage de l'inflation. L'hégémonie des gens de finance s'est ensuite affirmée et est devenue de plus en plus évidente au fur et à mesure que de plus en plus d'économistes NC se désolidarisent de l'extrémisme lucasien concernant l'absence de friction monétaire et s'affichaient en tant que NK en admettant que l'évolution des prix des actifs financiers avait, via le crédit, un fort impact sur la hausse de la masse monétaire et donc sur l'inflation « réelle »²². En effet, paradoxalement, bien que conscients de cette influence importante de la finance sur l'émission monétaire, les NK, dont Bernanke – l'actuel président de la *Fed*, ont continué et continuent encore à considérer que celle-ci ne doit pas s'immiscer dans le fonctionnement des marchés d'actifs financiers.

They deny that the performance of monetary policy can be improved by incorporating asset prices into the reaction function of the central bank. [...] New Keynesian macroeconomic practice thus rests on a fundamental distinction between the real and the financial sectors of the economy and their ways of attaining equilibrium. On the one hand, the real sector is modeled as deviating from the theoretical benchmark of the perfect market by 'suffering' from frictions on goods and labor markets. Due to these frictions, the system fails to adapt instantaneously to shocks and thus may deviate from its equilibrium point, characterized by the natural rate of unemployment (or potential output). In order to maintain or restore equilibrium, the Fed constantly manipulates the price of short term money, the federal funds rate. On the other hand, **the New Keynesian model of the financial sector ignores frictions and assumes perfect information and competition.** Therefore, intervention by the central bank is neither desirable nor, in fact, possible. (Braun, 2010, 19).

Comment mieux dire que la « gouvernabilité nouvelle keynésienne », pour parler comme Braun (2010), dont les tenants considèrent plus souvent qu'autrement que les banques centrales ont pour mission d'assurer la stabilité financière et non simplement monétaire (Schmidt-Hebbel, 2011), trouve immédiatement ses limites dans l'acceptation par les macroéconomistes NK de l'hégémonie de la *gens* financière, laquelle non seulement reste donc en dehors de tout contrôle public, mais aussi continue de « réguler » les pouvoirs publics via la gestion de leurs dettes.

3. 4. La radicalisation libertarienne de l'oligopole dominant la science économique

En résumé, les évolutions internes aux anciens paradigmes ont pris la forme d'une radicalisation des positions néoclassique et autrichienne dans un sens libertarien.

Chez les néoclassiques, l'opposition à toute régulation étatique s'impose avec le passage d'un monétarisme interventionniste à la Friedman à un monétarisme libertaire à la Lucas. Les monétaristes connaissent en effet une « révolution » NC qui fait que les « anticipations adaptatives » (Friedman) deviennent « rationnelles » (Muth, Lucas, Prescott) ; ils s'attellent à microfonder la macroéconomie et neutraliser la monnaie complètement, c'est-à-dire à court terme comme à long terme. Quant aux NK, ce sont des NC qui ne veulent pas rester dans les tours d'ivoire de l'académisme (Mankiw, 2006)²³ ; certains d'entre eux reconnaissent par ailleurs être sensibles au pouvoir de séduction des sirènes les plus « extravagantes » de la NME, notamment de celle qui porte le joli nom de *world with little or no money* (Woodford, 1998 et 2000 ; McCallum, 2004 et 2010)²⁴.

Chez les « autrichiens », la théorie du *free-banking*, qui fait encore place à un principe hiérarchique de régulation, cède du terrain face à celle de la dénationalisation des monnaies prônée par un Hayek converti à la religion libertarienne de la concurrence généralisée ; celle-ci ne laisse plus aucune place à une quelconque régulation externe, la concurrence étant vue comme le principe même de cette régulation (elle est la solution et non pas le problème). Cette évolution permet aux « autrichiens » de trouver un terrain d'entente avec la NME qui émerge simultanément dans le sillon du développement académique de l'économie financière.

Chez les keynésiens également, mais en ce qui les concerne en opposition au nouveau néolibéralisme dominant, on observe la marginalisation des keynésiens classiques et

l'affirmation d'un post-keynésianisme où la notion d'incertitude radicale et la réflexion sur la monnaie occupent une place centrale²⁵.

46 Sur la base de ces transformations, un bloc hégémonique des *believers in laissez-faire* (BLF) s'est constitué au sein du champ des économistes dès les années 1970 et 1980 au travers d'une série de compromis et d'emprunts réciproques entre *New Classical*, *Financial Economics* et Hayekiens (Kessler, 2010). C'est un bloc politique fondé sur une idéologie commune²⁶ et non une nouvelle synthèse à caractère scientifique. Ses trois courants développent en effet des approches de la monnaie qui sont contradictoires au plan théorique, et il n'y pas de consensus scientifique entre eux, même si, au détriment de la cohérence interne de chacun des paradigmes, des modèles *ad hoc* n'en tentent pas moins au cours du temps de rapprocher les positions théoriques – entre « autrichiens » et NC, dans les modèles dits de *search* (Iwai, 1996) ; entre NC et NME, via la théorie des restrictions légales (Wallace, 1983) ; entre NME et « autrichiens », dans le modèle BFH du *Yeager-Greenfield System* (Greenfield & Yeager, 1983) et les *Explorations* de Cowen et Kroszner (1994).

47 Au plan anthropologique, on peut interpréter ce bloc BLF en utilisant, moyennant une légère extension de sa portée, l'épistémologie économique proposée par Kevin Hoover (1991) pour analyser le développement des NC. Hoover récuse tant l'approche de Kuhn en termes de paradigmes (notion qui selon lui est mésinterprétée) que celle de Lakatos en termes de programmes de recherche (dont il est impossible en pratique, à ses yeux, de déterminer le soi-disant « cœur »). Il propose à la place une approche ethnographique en termes de tribus structurées par des liens de parenté et de « consanguinité » synchroniques et diachroniques, et échangeant avec d'autres tribus proches tout en ignorant les tribus plus lointaines. Dans cette perspective, le bloc BLF peut être vu comme une fédération ou une confédération de trois tribus d'économistes intérieurement divisées en plusieurs familles. Malgré des « cultures » hétérogènes, ces trois tribus (les « classiques » plus ou moins « nouveaux », les « gens de finance », et les « autrichiens ») échangent entre elles et mènent une action collective commune sur la base de croyances et valeurs partagées – celles du libéralisme économique classique : elles forment ensemble un « oligopole du discours autorisé ». Ces tribus aristocratiques et leur fédération sont en revanche en relations distendues, voire en guerre parfois ouvertement déclarée avec toutes les autres tribus que compte le monde des économistes (les keynésiens, les post-keynésiens, les institutionnalistes, les historiens de la pensée, les historiens des faits) et qui en constituent actuellement la plèbe, les basses classes les moins bien dotées en ressources symboliques, économiques et politiques.

4. Libertarianisme et « survie » économique des économistes : de la doctrine à la gestion

48 La radicalité des économistes BLF, dans leur déni commun de toute légitimité à l'intervention de l'État tant sur les marchés financiers que sur la politique monétaire et le chômage, les a rapidement confrontés à une contrainte de survie de leur profession. En effet, par leur discours libertarien qui veut que ni le marché, ni l'État n'aient besoin de leurs savoirs, les élites hégémoniques de la macroéconomie et de l'économie financière délégitiment leur existence même, leur inutilité sociale découlant logiquement de leur théorie. Le marché ne s'autorégule-t-il pas lui-même, et l'État n'est-il pas censé ne rien pouvoir faire qui ne soit anticipé par le marché et soit donc susceptible de le détourner de son fonctionnement optimal naturel ? La science économique libertarienne est ainsi *a priori* travaillée par le paradoxe de sa propre existence : elle s'autodéfinit comme discours incapable de produire une valeur ajoutée par rapport aux mécanismes spontanés qui, selon elle, font que l'économie et la société sont normalement à l'équilibre ou autorégulées en dynamique (pour les « autrichiens »). Comment expliquer dans ces conditions que les économistes BLF n'aient jamais été aussi présents au cœur même de l'activité économique et sur la scène politique ?

4. 1. Du suicide théorique à la « contre-révolution » technoscientifique

49 On peut penser que le développement de l'activité des économistes académiques en tant qu'agents économiques et non plus seulement en tant que scientifiques (voir encadré suivant),

s'explique précisément par la réduction subséquente des débouchés purement académiques (internes) de la profession que son discours hégémonique fonde en légitimité. Cependant l'économie et la finance académiques ne sauraient être considérées comme des disciplines en voie de disparition. En fait, pour sortir du paradoxe dans lequel ils se sont enfermés, les économistes BLF ont atténué leur radicalité et effectué des ajustements épistémiques. Ceux-ci diffèrent selon les écoles et notamment leur degré d'académisme.

50 Chez les macroéconomistes NC en poste dans les départements d'économie des plus grosses universités américaines, l'ajustement s'est fait par un retour en arrière (une « contre-révolution »²⁷). Suite aux crises financières internationales qui se sont succédées à un rythme rapide dans les trois dernières décennies, la majorité des NC se sont repliés, on l'a déjà évoqué, sur une position « nouvelle keynésienne » (NK) qui consiste à revenir à un monétarisme à la Friedman justifiant l'existence d'une politique monétaire. L'idée d'une non-neutralité à court terme de la monnaie est donc abandonnée, mais sans que soit remis en cause le cadre théorique des anticipations rationnelles qui l'invalide pourtant *a priori*. Les NK admettent que les marchés ne sont pas parfaitement efficaces en raison de rigidités affectant certains prix (essentiellement celui du travail). L'utilité sociale des économistes est ainsi restaurée : elle réside dans leur capacité à conduire l'économie, par delà ses frictions, vers l'état idéal décrit par la TEG. C'est sur cette base scientifique bancaire mais idéologiquement viable que les macroéconomistes NK-NC sont appelés à peupler les postes les plus élevés (présidents, *Chief economists*, etc.), rémunérés hors normes communes, des grandes institutions financières publiques nationales (Banques centrales, *Council of Economic Advisers*, etc.) et internationales (FMI, World Bank, BID, OMC, OCDE, etc.), avant d'éventuellement migrer dans de grandes banques privées (cf. encadré 2).

Encadré 2 : Deux prototypes d'appétit du gain et de pouvoir chez les Nouveaux Keynésiens : Larry Summers et Stanley Fisher En dépit du grand nombre de candidats pour ces places, on peut décerner des *Awards* de meilleur archétype NK de conversion de capital tous azimuts entre les sphères académique, économique-financière et politique à :

1/Lawrence Summers, professeur à *Harvard University* dont il a été président (2001-2006) après avoir été *Chief Economist* à la Banque mondiale, puis secrétaire au Trésor de Bill Clinton, et qui a défrayé la chronique en 2008 du fait des 5.2 millions de dollars qu'il a encaissé cette année là pour ses activités dans le *Hedge Fund* D. E. Shaw & Co. et les services rendus à diverses banques de Wall Street (émoluments pour "speaking appearances" – dont une « compensée » 135 000 \$ par Goldman-Sachs & Co) (Connor & Skomarovsky, 2008 ; Mckinnon & Farnam, 2009 ; Ferguson, 2010) ;

2/Stanley Fisher, plus discret car apparemment plus séquentiel dans ses conversions, professeur à l'université de Chicago (1969-1973) puis à la *Sloan School of Management* du MIT (1977-1988) et actuel président de la Banque centrale d'Israël (depuis 2005), passé entre temps par la Banque mondiale (*Vice President and Chief Economist*, 1988-1990), le FMI (*First Deputy Managing Director*, 1994-2001) et Citigroup (*Vice Chairman, President of Citigroup International, and Head of the Public Sector Client Group*, 2002-2005) quitté à temps avant sa faillite, et finalement candidat malheureux, car ayant oublié qu'il avait atteint la limite d'âge, à la présidence du FMI en 2011.

51 Du côté des « gens de finance » peuplant les plus prestigieuses *business schools* des universités américaines, on se veut aussi tout autant praticien que théoricien, car il s'agit de transformer la science économique en ingénierie financière. L'économiste-ingénieur est chargé de créer des technologies permettant d'optimiser l'exploitation des ressources de l'économie capitaliste (considérée comme un ensemble de ressources naturelles et donnée dans ses lois par la TEG), c'est-à-dire en d'autres termes, de produire des innovations financières censées permettre de passer à des états sociaux d'équilibre général supérieurs. En ce cas, c'est l'hypothèse d'efficience (informationnelle) intrinsèque des marchés qui doit être relâchée pour assurer la légitimité du développement « industriel » de la finance académique²⁸. Sur la base de ce relâchement, les financiers universitaires peuvent prétendre tirer leur utilité sociale de leur capacité à rendre les marchés effectivement efficaces en créant eux-mêmes, pour cela, des firmes financières et/ou en se faisant embaucher par les grandes banques privées, les bourses de valeurs et autres *mutual funds*, *hedge funds*, agences de notation, firmes de conseils, etc. (cf. encadré 3)²⁹.

Encadré 3 : La gens financière académique et praticienne : le business des pères fondateurs de la *New Monetary Economics* On ne peut ici que donner quelques exemples, car un travail systématique reste à faire, en rappelant d'abord le rôle de Milton Friedman (Prix Nobel 1976) comme d'autres membres du département

d'économie et de la *Graduate School of Business* de l'université de Chicago tel Merton Miller (Prix Nobel 1990), dans le développement des deux marchés de *futures* de Chicago entre 1971 et 1973 (Melamed, 1972 et 1996 ; Bernstein, 1992 ; Mackenzie, 2003). Mais la rémunération de 5000 \$ payé à Friedman pour son mémoire « *The Need for Futures Markets in Currencies* », « *commissioned by the Chicago Mercantile Exchange in the fall of 1971* » par Leo Melamed³⁰, son directeur, et destiné au secrétaire au Trésor, paraît dérisoire comparé à ce que sont devenues les rémunérations « annexes » des académiques à partir des années 1980, quand bien même on peut penser qu'elle a en quelque sorte ouvert la boîte de Pandore. Autres exemples, les cas des pères fondateurs de la NME. Penseur séminal du « monde sans monnaie », mais également « l'un des pères fondateurs de l'ingénierie financière moderne » découvreur en 1973 avec Myron Scholes et Robert Merton (Prix Nobel 1997) d'une formule de tarification des options qui a révolutionné la finance (McKenzie, 2001), Fisher Black a en fait commencé sa vie professionnelle comme consultant financier, puis après avoir circulé entre le MIT de Harvard et la *Graduate Business School* (GSB) de l'université de Chicago, a fini sa carrière précocement par une dizaine d'années passées chez Goldman-Sachs (Mehrling, 2005b). Quant à E. Fama, père fondateur lui aussi non seulement de la NME, mais surtout de la théorie de l'efficience informationnelle des marchés financiers, il a également eu le souci de « transformer la science en pratique » : dans son CV académique (2007), à la rubrique *Work Experience*, il apparaît très discrètement, car noyé au milieu de multiples fonctions académiques, qu'il est aussi depuis 1982 membre du *Board* des directeurs, directeur de la recherche et membre du *Investment Strategy Committee* de la firme *Dimensional Fund Advisors*, créée en 1981 et qui gère actuellement plus de 228 milliards de dollars de fonds dans le monde entier. En fait Fama est l'inspirateur intellectuel de cette firme globale créée par D. Booth, son actuel *CEO*, et R. Sinquefeld, deux anciens étudiants de la GSB de Chicago ; par ailleurs, son fils, Eugene Fama Jr, en a été le vice-président jusqu'à tout récemment. Il est intéressant de noter qu'en retour, Booth a donné son nom en novembre 2008 à la GSB moyennant « 300 millions de dollars - *the largest donation ever made to a business school* », une somme qu'il considérait « moins comme un don que comme un dividende » (Weitzman, 2009). Le *Board* des directeurs de *DFA* a accueilli et accueille toujours nombre de sommités de la GSB de Chicago (dont Merton Miller), ainsi que d'autres grands noms de la finance académique (dont Merton et Scholes récupérés ici après leur faillite avec LTCM, cf. *infra*). Enfin, le troisième père putatif de la NME, R. Hall, est un macroéconomiste de Stanford, membre de la *Hoover Institution* et actuel président (en 2011) de l'*American Economic Association* ; outre diverses activités de consultant, il a créé en 2001 une firme fabriquant des indices boursiers, *Sand Hill Econometrics*, avec sa femme, Susan Woodward, économiste financière antérieurement *chief economist* de la *SEC* (l'agence US de régulation des bourses de valeurs) et du *Department of Housing and Urban Development*, spécialisée en *mortgage finance*, puis vice-présidente et *chief economist* de *Off Road Capital*, banque d'investissement en *private equity*.

52 Enfin, du côté des « autrichiens », les plus libertariens mais sans doute aussi (sous réserve d'inventaire) les moins impliqués dans des activités économiques extra-universitaires, on tempère la radicalité hayekienne quant aux vertus autorégulatrices du principe de concurrence en lui imputant de possibles coûts sociaux qu'il est souhaitable de réduire *a priori*. D'où un repli sur un constructivisme minimal mais suffisant pour justifier socialement les expériences de pensée des économistes cherchant à économiser sur les coûts des processus d'essais – erreurs propres à la régulation par le marché. Ainsi pour Leland Yeager, un des principaux partisans et artisans d'une hybridation de l'école néomengérienne avec la TEG :

Proposals to replace existing institutions with new ones thought up out of one's head are what F. A. Hayek has called "constructivism." Hayek himself has committed that offense, if it is one, with his own proposals for monetary and political reforms. The opposite approach to reform is sometimes called "letting the market decide. [...] [But] "The market" does not reason and decide. It is a metaphor: people interact on it. Academic analysis of and on-paper experimentation with alternative systems might avoid some of the "wild experimentation". [...] Government nudge and "the market" need not to be inconsistent approaches (Yeager, 2010).

4. 2. La faille : pourquoi une économie relevant des sciences de la nature devrait-elle se donner comme objectif de faire advenir la réalité ?

53 À vrai dire, au plan épistémologique, l'implication des économistes académiques en tant qu'acteurs de l'économie concrète, peut paraître cohérente avec la naturalisation du système capitaliste postulée par la TEG et allant de pair avec la forme mathématique et probabiliste exclusive qu'a pris la théorie économique et financière. Désormais, la science économique *standard* est fondée sur l'idée que le capitalisme n'est pas une construction sociale et historique, mais un état de la nature, une de ses composantes appelée comme toute autre à être maîtrisée, exploitée, « mise en valeur » en mobilisant des technologies appropriées. L'équilibre général est alors moins une modélisation abstraite de référence, que l'état naturel – plus ou moins latent ou perturbé politiquement selon les approches – d'une société que ses marchés

capitalistes dotent d'une capacité d'autorégulation. Cette naturalisation permet d'assimiler la science économique à une science naturelle et la « finance » à un art de l'ingénieur visant à exploiter au mieux cette nature. C'est pourquoi pour l'oligopole du discours autorisé, le critère ultime de validation scientifique du discours économique est pensé comme devant être celui supposé des sciences de la nature – une rigueur logique devant pouvoir s'exprimer sous une forme mathématique³¹.

54 Toutefois la cohérence entre naturalisation de l'économie et transformation des économistes académiques en agents économiques n'est qu'apparente, car d'un côté on a une hypothèse heuristique et de l'autre des pratiques effectives qui l'invalident. Les économistes libertariens, en effet, fournissent moins les moyens d'exploiter les ressources naturelles disponibles d'une économie préalablement donnée, qu'ils n'édicte les lois d'une économie idéale qu'ils tentent de faire advenir. La représentation naturaliste de l'économie apparaît donc *ad hoc* et a bien du mal à dissimuler une logique de reproduction élargie tous azimuts de la profession et de son pouvoir social. Après tout, si l'économie capitaliste était une économie naturelle, il n'y aurait de toute façon guère besoin d'économistes pour la faire advenir ; le capitalisme n'a rien d'un produit de la nature, il est bien plutôt un produit de l'esprit libéral dans lequel se reconnaissent les économistes BLF.

55 Aussi, dans la transformation de l'économiste académique en ingénieur, en raison des conflits d'intérêts que cette confusion des rôles implique, le statut même de la science économique comme « science » est-il remis en cause. La technoscience économique, en effet, devient par là une science de l'enrichissement des économistes dont l'objectivité scientifique devient alors contestable pour deux raisons : d'abord parce qu'ils sont immergés – sans possibilité de s'en distancier – dans la matière qu'ils sont censés observer, comprendre et expliquer le plus objectivement possible ; ensuite et surtout, parce que la recherche de profit ou le désir d'argent qui tend alors à motiver l'activité scientifique peut conduire à déclarer comme scientifiquement établi tout modèle ou proposition qui non pas fait consensus parmi les savants, mais a seulement subi avec succès le test des marchés et permis à celui qui les a formulé de s'y enrichir³². Certes dans les sciences de la nature, il apparaît légitime – dans une certaine mesure que les contraintes écologiques actuelles ne sont pas sans réduire fortement – que celles-ci débouchent sur des ingénieries qui transforment les savoirs théoriques en innovations pratiques permettant de mieux maîtriser et exploiter la nature, et dont une partie des bénéfices est légitimement redistribuée aux ingénieurs qui les ont mises au point. Mais dans les sciences qui portent sur les comportements des hommes en société et leurs institutions, il en va tout autrement, car en ce cas, la distance du scientifique à la matière qu'il étudie pour la comprendre et en objectiviser la connaissance doit être construite ; elle n'a en effet rien de « naturelle » puisque l'observateur humain lui-même fait partie de la matière à observer.

Conclusion

56 L'évolution à partir des années 1970 des théories économiques et financières dominantes, d'abord aux États-Unis puis plus largement dans le monde, conduit donc à penser que l'assimilation du discours économique à une science physique qui n'était jusque là qu'une tendance sous-jacente au développement de la pensée néoclassique, est devenu désormais un principe central de la structuration du champ de l'économie en tant que discipline académique internationale. Simultanément, l'ordre instauré dans ce champ par le bloc hégémonique des *Believers in Laissez Faire* a conduit à une modification de la sociologie de la profession des économistes qu'il convient d'explorer systématiquement, mais dont on entrevoit déjà qu'elle pose des problèmes d'éthique scientifique. De ces transformations discursives et sociologiques, le statut de l'économiste, le mode de légitimation de sa parole, sa pratique à la fois théorique et politique ressortent profondément changés. C'est en raison de ces transformations que l'autorité symbolique du paradigme financier néoclassique qui domine dans l'oligopole libertarien, ainsi que le pouvoir de ses tenants deviennent contestables et devraient tôt ou tard rentrer en crise.

57 Si on revient à notre analyseur du champ des idées économiques qu'est la monnaie, il nous permet également de constater qu'effectivement, les idées portées par l'oligopole libertarien

58

ont largement conformé les évolutions du système financier et monétaire international ainsi que celles des régimes monétaires nationaux dans les trente dernières années. Les marchés financiers internationaux ont été construits ou se sont développés jusqu'à former une véritable industrie, à partir des modèles de la finance académique, au terme d'une lutte victorieuse contre l'ancien *establishment* financier (Bersntein, 1992 ; Mehrling, 2005b). Les banques centrales ont été les principaux artisans de la politique de répression monétaire prônée par les Nouveaux Classiques et la *New Monetary Economics*, mais aussi reprise par les Nouveaux Keynésiens. Quant au système monétaire international sous-jacent à la globalisation financière, il se révèle être une sorte d'hybride : il se rapproche du modèle hayekien de concurrence entre multiples monnaies publiques et privées (Endres, 2009), mais il est aussi le produit « révolutionnaire » des innovations financières des « gens de finance » visant à construire une société à l'équilibre sans monnaie d'État (visée plus facilement atteignable dans l'espace international où il n'y a pas d'État monopolisant légitimement la force d'imposer sa propre monnaie) (Théret, 2008a). Ainsi le référentiel commun à l'oligopole libertarien s'est révélé « efficient ». Il a structuré les formes monétaires du capitalisme financiarisé auxquelles nous devons la présente crise. Reste à étudier comment on a pu en arriver là, et quelles sont les conditions pour que l'autorité et le pouvoir de police des idées de ce bloc hégémonique des « croyants dans le laisser-faire » déclinent à leur tour. À ces questions, l'analyse du champ des idées ne peut apporter de réponse à elle seule. Aussi, comme leur enjeu est considérable, on ne peut que souhaiter la mise en œuvre d'un programme de recherche qui permette d'y répondre en faisant dialoguer la sociologie des champs professionnels, l'analyse cognitive des politiques publiques et l'épistémologie des idées économiques.

Bibliographie

Alchian Armen & Klein Benjamin (1973), "On a Correct Measure of Inflation", *Journal of Money, Credit and Banking*, 5(1) Part. 1, pp. 173-191.

Armatte Michel (2010), *La science économique comme ingénierie*, Paris, éditions de l'école des Mines.

Artus Patrick (2011), « Pourquoi les Unions monétaires sans fédéralisme se font puis se défont ? », *Flash Économie. Recherche économique*, Natixis, n° 589.

Benetti Carlo (2001), « Monnaie, choix individuels et frictions », *Cahiers d'économie politique*, n° 39, p. 89-106.

Bernanke, Ben S. & Gertler, Mark (1999), "Monetary Policy and Asset Price Volatility", *Economic Review of the Federal Reserve Bank of Kansas City*, 4, pp. 17-51.

Bernstein L. (1992), *Capital Ideas*, New York, The Free Press.

Black Fisher [1970], "Banking and the Interest Rates in a World without Money", *Journal of Bank Research*, Autumn, pp. 168-179.

Braun Benjamin, 2010, "On the Politics of economics: New Keynesian governability and the practice of inflation targeting", Paper presented at the 7th Pan-European Conference on International Relation, september 9-11, Stockholm.

Brunner Karl & Meltzer Allan (1985), "The 'New Monetary Economics', Fiscal Issues and Unemployment", *Carnegie-Rochester Conference Series on Public Policy* 23 (November): 1-11.

Bryan D. et Rafferty M. (2007), "Financial derivatives and the theory of money", *Economy and society*, vol. 36, n° 1, pp. 134-158.

Campbell John (1998), "Institutionnal Analysis and the Role of Ideas in Political Economy", *Theory and Society*, 27(3), pp. 377-409.

Carré Emmanuel (2009), *La science et l'art du ciblage de l'inflation*, thèse de doctorat de sciences économiques, université Montesquieu – Bordeaux IV.

Connor Kevin & Skomarovsky Matthew (2008), "The Summers Bubble", *The American Prospect*, 17 novembre, http://prospect.org/cs/articles?article=the_summers_bubble

Cowen Tyler & Kroszner Randall (1987), "The Development of the New Monetary Economics", *Journal of Political Economy*, vol. 95, n° 31, pp. 567-590.

Cowen Tyler & Kroszner Randall (1994), *Explorations in the New Monetary Economics*, Oxford UK and Cambridge USA, Blackwell.

Endres Anthony (2009), "Currency Competition: A Hayekian Perspective on International Monetary Integration", *Journal of Money, Credit and Banking*, 41(6), pp. 1251-1263.

Epstein Gerald & Carrick-Haggenbarth Jessica (2010), "Financial Economists, Financial Interests and Dark Corners of the Meltdown: It's time to set Ethical Standards for the Economic Profession", *PERI Working Papers Series*, October.

Ferguson Charles (2010), "Larry Summers and the Subversion of Economics", *The Chronicle of Higher Education Review*, 3 octobre, <http://chronicle.com/article/Larry-Summersthe/124790/>

Fourcade Marion & Khurana Rakesh (2009), "From Social Control to Financial Economics: The Linked Ecologies of Economics and Business in Twentieth Century America", in Camic C., Gross N., & Lamont M. (eds), *Making, Evaluating, and Using Social Science Knowledge: The Underground of Practice*, New York: Russell Sage Foundation.

Goodfriend Marvin (2007), "How the world achieved consensus on Monetary Policy," in *NBER Working Paper Series*. WP 13580.

Goodfriend Marvin & King Robert (1997), "The New Neoclassical Synthesis and the Role of Monetary Policy," in *NBER Macroeconomics Annual*. Ben S. Bernanke & Julio J. Rotemberg (eds). Cambridge, MA: MIT Press. pp. 231-83.

Greenfield Robert L., & Yeager Leland B. (1983), "A laissez-Faire approach to Monetary Stability", *Journal of Money, Credit and Banking*, 15(3), pp. 302-315.

Gutsatz Michel (1985), *Économie, Physique, Mathématiques : De l'économie politique à la science économique (1776-1910)*, thèse d'État, université d'Aix Marseille II.

Hayek Friedrich (1976), *The Denationalisation of Money*, (second extended edition) London, Institute of Economic Affairs.

Hayek Friedrich A. (1979), "Toward a Free Market Monetary System", *Journal of libertarian Studies*, 3(1), pp. 1-8.

Hessling A. & Pahl H. (2006), "The Global System of Finance. Scanning Talcott Parsons and Niklas Luhmann for Theoretical Keystones", *American Journal of Economics and Sociology*, vol. 65, n° 1, pp. 189-218.

Hicks John (1935), "A Suggestion for Simplifying the Theory of Money", *Economica*, new series, vol. 2, n° 5, pp. 1-19.

Hoover Kevin (1984), "Two Types of Monetarism", *Journal of Economic Literature*, 22(1), pp. 58-76.

Hoover Kevin (1991), "Scientific Research Program or Tribe? A Joint Appraisal of Lakatos and the New Classical Macroeconomics", in Neil de Marchi & Mark Blaug (Eds), *Appraising Economic Theories* (pp. 364-394). Aldershot: Edgar Elgar.

Iwai Katsuhito (1996), "The bootstrap theory of money: A search-theoretic foundation of monetary economics", *Structural Change and Economic Dynamics*, 7, pp. 451-477.

Jobert Bruno & Muller Pierre (1987), *L'État en action*, Paris, PUF.

Kates Steven (2010), "Influencing Keynes: The Intellectual Origins of the General Theory", *History of Economic Ideas*, XVIII(3), pp. 33-64.

Kessler Adam (2010), "Cognitive dissonance, the Global Financial Crisis and the discipline of economics", *Real-World Economic Review*, n° 54.

Klein Benjamin (1974), "The Competitive Supply of Money", *Journal of Money, Credit and Banking*, 6(4), 423-453.

Knorr Cetina Karin & Bruegger Urs (2002), "Global Microstructures: The Virtual Societies of Financial Markets", *American Journal of Sociology*, 107(4), pp. 905-950.

Lordon Frédéric (1999), « Croyances économiques et pouvoir symbolique », *L'Année de la régulation*, 3, pp. 169-210.

Lucas Robert (1972), "Expectations and the Neutrality of Money", *Journal of Economic Theory*, 4, pp. 103-124

Lucas Robert (1995), "Monetary Neutrality. Prize Lecture", *Economic Sciences*, December 7, pp. 491-513.

Mankiw N. Gregory (2006), "The Macroeconomist as a Scientist and Engineer", *Journal of Economic Perspectives*, 20(4), 29-46.

- Marquès Pereira Jaime (à paraître), « Le Brésil et l'Argentine peuvent-ils devenir des pays développés ? Un éclairage par l'analyse de l'importance de la politique monétaire dans l'interdépendance des capitalismes », *revue de la Régulation*, dossier Amérique latine à paraître au 1^{er} semestre 2012.
- McCallum Benneth T. (2004), "Monetary Policy in Economies with Little or No Money", *Pacific Economic Review*, 9, pp. 81-92.
- McCallum Benneth T. (2010), "Alternatives to the Fed?", *Cato Journal* 30(3), pp. 439-449.
- McKenzie Donald (2001), "Physics and Finance: S-Terms and Modern Finance as a Topic for Science Studies", *Science, Technology, & Human Values*, vol. 26, n° 2, pp. 115-144.
- McKenzie Donald (2003), "Long-Term Capital Management and the sociology of arbitrage", *Economy and Society*, vol. 32, n° 3, pp. 349-380.
- McKinnon Ronald I. (1973), *Money and Capital in Economic Development*, Washington, DC: Brookings Institution.
- McKinnon John & T. W. Farnam (2009), "Hedge Fund Paid Summers \$5.2 Million in Past Year", *The Wall Street Journal*, 5 avril.
- Mehrling Perry (2000), *Understanding Fisher Black*, Barnard College, Columbia University, mimeo.
- Mehrling Perry (2005a), *The Development of Macroeconomics and the Revolution in Finance*, Barnard College, 26 août, Columbia University, mimeo.
- Mehrling Perry (2005b), *Fischer Black and the revolutionary idea of finance*, Hoboken N.J., John Wiley & Sons.
- Melamed Leo (1972), "A Futures Market in Currency", allocution à la *New York Society of Security analysts*, New York, 19 avril, <http://www.leomelamed.com/essays/72-fut.htm>
- Melamed Leo (1996), "The Birth and Development of Financial Futures", allocution au *China Futures Seminar*, Shen Zhen, Guangdong Province, 25 avril, <http://www.leomelamed.com/essays/96-China.htm>
- Merton Robert (1990), *Continuous Time Finance*, Oxford, Basil Blackwell.
- Mirowski Philip (1989), "The Probabilistic Counter-Revolution, or How Stochastic Concepts came to Neoclassical Economic Theory", *Oxford Economic Papers*, New Series, 41(1), pp. 217-235.
- Morin François (2011), *Un monde sans Wall Street ?*, Paris, Seuil.
- Mundell Robert (2007), "Dollar standards in the dollar era", *Journal of Policy Modeling*, 29, pp. 677-690.
- O'Driscoll Gerald (1985), "Money: Menger's evolutionary theory", *Research Paper* n° 8508, Federal Reserve Bank of Dallas.
- Orléan André (1999), *Le pouvoir de la finance*, Paris, Odile Jacob.
- Orléan André (2009), « La sociologie économique de la monnaie », in François Vatin et Philippe Steiner (éds.), *Traité de sociologie économique*, Paris, Presses universitaires de France, 2009, chapitre 6, pp. 209-246.
- Ortiz Horacio (2009), "Investors and Efficient Markets: The Everyday Imaginaries of Investment Management", *Economic Sociology: The European Electronic Newsletter*, 11(1), pp. 34-40.
- Pestre Dominique (2006), *Introduction aux Sciences Studies*, Paris, La Découverte, coll. « Repères ».
- Roig Alexandre (2007), *La monnaie impossible : la convertibilité argentine de 1991*, thèse EHESS, Paris.
- Schmidt-Hebbel Klaus (2011), "Central banking in Latin America: changes, achievements, challenges", Lecture prepared for the *Fifth High-Level Seminar of the Eurosystem and Latin American Central Banks*, Documentos Ocasionales, n° 1102, Banco de España.
- Sinapi Christine (2010), « Fondements institutionnels de "l'hypothèse d'instabilité financière" de Minsky : apports à une analyse des propositions de régulation financière », Communication au 1^{er} Congrès de l'Association française d'économie politique, décembre, Sciences-Po Lille.
- Thabet Slim (2009), *L'économie politique du capitalisme raisonnable. Essai sur les fondements institutionnalistes de la pensée économique de John Maynard Keynes*, thèse de doctorat, université de Picardie Jules Verne, Amiens.
- Théret Bruno (2003), « Institutionnalismes et structuralismes : oppositions, substitutions ou affinités électives ? », *Cahiers d'économie politique*, 44, pp. 51-78.
- Théret Bruno (2008a), « L'argent de la mondialisation : en quoi pose-t-il des problèmes éthiques ? Un point de vue régulationnistecommonsien », *Sociétés politiques comparées*, n° 10, décembre, <http://www.fasopo.org/reasopo.htm>. Cf. aussi www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/theret-2.pdf ou encore <http://cef.hypotheses.org/439>

- Théret Bruno (2008b), « Les trois états de la monnaie. Approche interdisciplinaire du fait monétaire », *Revue économique*, 59(4), pp. 813-841.
- Théret Bruno (2011), “Las dimensiones éticas y monetarias de la gran crisis de la globalización neoliberal”, in G. Perez Sosto (coord.), *Ilusion monetaria. La crisis financiera mundial, la transformacion de los capitalismos nacionales y la cuestion social*, Buenos Aires : Instituto Torcuato di Tella, pp. 31-98.
- Tobin James (1999), “Financial Globalization: Can National Currencies Survive?”, Keynote Address to the *Annual World Bank Conference on Development Economics*, 1998, Cowles Foundation Papers n° 985, Yale University.
- Tymoigne Eric (2003), “Keynes and Commons on Money”, *Journal of Economic Issues*, XXXVII (3), pp. 527-545.
- Van der Ploeg Frederick (2005), “Back to Keynes?”, *CESifo Economic Studies* 51(4), Munich.
- Wallace Neil (1983), “A Legal Restrictions Theory of the Demand for ‘Money’ and the Role of Monetary Policy”, *Federal Reserve Bank of Mineapolis Quaterly Review*, (winter), pp. 1-7.
- Weitzman Hal (2009), “Funding: The generosity of a quiet Kansas man”, *Financial Times*, January 26th.
- Whalen Charles (2008a), “John R. Commons and John Maynard Keynes on Economic History and Policy: The 1920s and Today”, *Journal of Economic Issues*, XLII (1), pp. 249-253.
- Whalen Charles (2008b), “A Minsky Moment: Reflections on Hyman P. Minsky (1919-1996)”, *Journal of Economic Issues*, XLII (1), pp. 249-253.
- Whitley Richard (1986), “The transformation of business finance into financial economics: the roles of academic expansion and changes in US capital market”, *Accounting, Organisations and Society*, 11(2), pp. 171-192.
- Widmaier Wesley (2003), “Constructing Monetary Crises: New Keynesian Understandings and Monetary Cooperation in the 1980s”, *Review of International Studies*, 29(1), pp. 61-77.
- Widmaier Wesley (2005), “Trade-offs, Dilemmas and Trinities: A revisionist History of Economic Ideas and the Social Barriers to Cooperation”, Paper prepared for *2005 Meeting of International Studies Association*, St. Joseph’s University, Philadelphia.
- Woodford Michael (1998), “Doing without Money: Controlling Inflation in a Post-Monetary World”, *Review of Economic Dynamics*, 1, pp. 173-219.
- Woodford, Michael (2000), “Monetary Policy in a World without Money”, *International Finance*, 3(2), pp. 229-260.
- Yeager Leland (1997), “Austrian Economics, Neoclassicism, and the market Test”, *Journal of Economic Perspectives*, 11 (4), pp. 153-165.
- Yeager Leland (1999), “Should Austrians Scorn General-Equilibrium Theory?”, *Review of Austrian Economics*, 11, pp. 19-30.
- Yeager Leland (2010), “Privatizing Money”, *Cato Journal*, 30(3), pp. 417-438.

Notes

1 Nous parlons de « répression monétaire » par analogie avec la « répression financière » (expression due à McKinnon, 1973) qui prévalait dans la période fordiste-keynésienne et trouvait sa source dans les politiques de sortie de crise des années 1930. Cette dernière consistait en des réglementations strictes des activités financières des banques commerciales, voire en leur nationalisation, et se traduisait par un contrôle étroit et une limitation de l’émission bancaire privée de monnaie de crédit. La « répression monétaire » va quant à elle de pair avec la dérégulation financière ; elle consiste à limiter le plus possible, voire à annuler quasi totalement (dans le cas du traité de Maastricht) l’émission monétaire publique, et à concéder le monopole de l’émission monétaire à un système bancaire intégralement privatisé et financiarisé.

2 Le sens commun veut que ce soit aux États européens de s’ajuster aux injonctions non seulement d’une globalisation financière non contestable, mais aussi à celle de la monnaie régionale placée, par les traités qui font office de Constitution, en position d’autorité souveraine (dont les grands prêtres de la BCE sont les représentants) à l’échelle du territoire européen. Ainsi dans le cas de l’euro, la similitude avec la situation argentine est encore plus forte que dans le cas de la monnaie internationale. Le monnayage de l’euro en tant que monnaie unique et non monnaie commune, a les mêmes effets qu’un *currency board* pour les pays du sud de l’Europe, lesquels connaissent, depuis son institution, des déficits commerciaux

et de balances des paiements structurels vis-à-vis de l'Allemagne et des pays du nord de l'Europe (cf. Artus, 2011).

3 Déjà la crise des années 1970 avait été qualifiée de simple « turbulence dans une économie prospère » dans un livre collectif dirigé par les libertariens Pascal Salin et Emil Claassen.

4 Dans un régime autoréférentiel des idées, l'autorité autorisante (*authoritative*) – de type académique – qui est habilitée à juger de la véracité des idées et fonde en scientificité (intronise) les discours autorisés (*authorized*) pouvant être tenus pour vrais, est celle qui détient l'autorité symbolique supérieure, c'est-à-dire celle qui se trouve reconnue, de gré ou de force, comme devant occuper le sommet de la hiérarchie des autorités discursives : l'autorité supérieure autorise l'autorité inférieure, elle-même autorisante pour les niveaux plus bas dans la hiérarchie. Le « régime du savoir autorisé » est autorisant, il a force de loi, c'est un « ensemble de règles qui définissent ce qui peut être dit et qui peut le dire » (Roig, 2007, 105).

5 Cette idée est également défendue par François Morin (2011).

6 Un certain nombre de travaux existent déjà qui devraient pouvoir être mobilisés à cette fin. Mais d'une part ils sont principalement centrés sur la France et non les USA, d'autre part, pour ceux qui portent sur les USA, peu, sous réserve d'inventaire, traitent de la réorganisation interne du champ académique des économistes dans la période ici considérée, si on fait exception de ceux de Marion Fourcade et de certains de ses coauteurs.

7 Nous utilisons systématiquement dans cet article le terme libertarien et non celui de néolibéral pour deux raisons. La première, d'ordre historique, est que le néolibéralisme est né dans les années trente et rassemblait alors un vaste ensemble d'économistes et autres scientifiques sociaux dont Commons aux USA, Keynes au Royaume Uni, les ordolibéraux allemands, et aussi Hayek. Il s'agissait alors pour eux de sauver le capitalisme libéral face au fascisme et au communisme en le rendant plus « raisonnable » (Commons) et moins dangereux pour l'ordre social (Keynes), et il fallait pour cela accepter l'injection d'une dose, plus ou moins forte selon les courants, d'intervention étatique. Or le « néolibéralisme » actuel se définit au contraire en opposition à toute intervention monétaire et financière de l'État dans l'économie. Une deuxième raison est théorique : le nouvel oligopole discursif se constitue au départ sur la base d'un ultralibéralisme doctrinaire à l'aune duquel le monétarisme friedmanien et le libéralisme des partisans du *free banking* apparaissent interventionnistes, c'est-à-dire néolibéraux façon années 1930.

8 Sur ce point, cf. aussi Campbell, 1998.

9 Pour l'analyse des idées, on peut donc parler de champs paradigmatiques. On a déjà proposé une analyse en ces termes pour les approches institutionnalistes en économie dans Théret (2003).

10 “We economists should be cautious in applying ‘invisible hand’ propositions – the theorems of optimality of competitive equilibrium that we love so much – to money and finance, especially international money and finance. Those theorems apply strictly to a single closed real economy, without money, presumably one where incredibly efficient multilateral barter determines relative prices and allocates resources over future times and states of nature. Fiat money does not figure in production or utility functions, so why it has a particular value or any value at all is one of those puzzles that economic theorists pose for themselves. Even more mysterious are the relative values (exchange rates) of various fiat moneys, none of which has intrinsic value. Since they are creatures of governments, it is not surprising that some government regulations are necessary to make them work. I certainly am not saying that we can dispense with governments or money. Quite the opposite. We do not in fact have moneyless efficient multilateral barter. I am simply saying against relying on a priori ideological shortcuts instead of pragmatic architecture” (Tobin, 1999, 74). Tobin est le prototype de l'économiste « honnête homme ». Bien qu'un des pères fondateurs du « walrasianisme monétaire » et à ce titre un initiateur important de l'économie financière et de la *new monetary economics*, il a conscience des limites de l'approche économique néoclassique en matière monétaire et les reconnaît en outre publiquement. Ce qui est une position très minoritaire dans le champ.

11 Bien souvent en effet la théorie monétaire est en retard sur la politique monétaire et les pratiques des banquiers centraux. C'est notamment le cas des régimes actuels de ciblage de l'inflation qui ont été mis en place avant que d'être théorisés par les macroéconomistes Nouveaux Keynésiens (NK) (Mankiw, 2006, 40; Carré, 2009).

12 Cette idée a déjà été développée par Jaime Marquès Pereira (article à paraître dans la *revue de la régulation*, n° 11) à propos de l'Amérique latine.

13 Sur la monnaie comme puissance ou force fondée sur une foi sociale, voir Orléan (2009).

14 Cette relation intime entre le financier et le discours économique académique n'est pas nouvelle. P. Mehrling la mentionne déjà pour la période qui précède : “For the first decade or so after the war, most large corporations were self-financing, first out of accumulated war time surpluses and then out of retained earnings. Only small firms and new firms relied on external sources of finance. As time went by however, the need for external funds spread to larger firms, and the question therefore arose whether it was better to borrow or to issue additional equity shares. Modigliani-Miller (1958) can be understood as an early intellectual response to this question, indeed a bold statement about the irrelevance of capital

structure that helped to break down generational resistance to external finance. Meanwhile, at the same time as corporations were beginning to tap capital markets, insurance companies and pension funds were rising in importance as a source of funds, and bringing a new demand for tools to understand the question of portfolio allocation. The work of Markowitz (1959) can be understood as an early intellectual response to this question. Following along these same lines, Lintner's CAPM (1965) can be understood as having emerged from practical problems in corporate finance, since Lintner was trying to show that the results of Modigliani and Miller would not survive extension to a world of risk. And Sharpe's CAPM (1964) can be understood as emerging from practical problems in investments, since Sharpe was trying to extend the Markowitz portfolio choice framework in order to make it more practically usable. In both cases, although the work could quite correctly be characterized as the application of economic thinking to a problem in finance, it was institutional change in the outside world that put the problem on the intellectual agenda in the first place. Modern financial theory grew up to provide answers to pressing practical problems posed by the recovery of private capital markets" (Mehrling, 2005a).

15 "For better or for worse, postwar monetary theory therefore came to be structured around the ideas of money supply, money demand, and equilibrium. Postwar monetary debate was conducted in a language that may be called 'monetary walrasianism' – walrasian in the sense that the economy was conceived as a set of simultaneous equations in which prices move to equate supply and demand for each good, and monetary in the sense that one set of equations was conceived as equating money demand and money supply. The work of Patinkin (1956), Modigliani (1963), Tobin (1969), and others became the canonical texts of postwar monetary walrasianism." (Mehrling, 2005a)

16 Fischer Black est la figure emblématique de cette « révolution » (Mehrling, 2005b).

17 Elle a été, malgré une certaine fascination pour le radicalisme de son interprétation de la TEG et de l'évolution des technologies monétaires, bancaires et financières, immédiatement considérée par le *mainstream* macroéconomique des années 1980 comme trop "extravagant": "their more extravagant claims appear to be exaggerated or wrong" (Brunner et Meltzer, 1985, 7). Cela ne sera plus le cas des Nouveaux Keynésiens comme McCallum et Woodford dans les années 2000 qui envisageront volontiers un monde sans monnaie (cf. infra).

18 Expression due à Goodfriend et King (1997). Les NK, soit la majorité des macroéconomistes en place dans les institutions monétaires, sont en fait des néo-monetaristes car ils ne croient plus à la neutralité à court terme de la monnaie et réhabilitent la notion de friction (rigidités de certains prix, notamment des salaires) pour justifier la nécessité d'une politique monétaire de contrôle de l'inflation. Ils n'en conservent pas moins l'essentiel de la boîte à outil NC (anticipations rationnelles, agent représentatif, fondements micro de la macroéconomie, homogénéité des comportements, etc.) et proposent en conséquence comme règle monétaire non plus le contrôle du taux de croissance d'un agrégat de masse monétaire, mais un ciblage du taux d'inflation par la manipulation du taux d'intérêt. Ils n'ont en fait rien de véritablement keynésien, au mieux ils défendent un retour à la première synthèse néoclassique (cf. Mankiw, 2006), leur conception tant du chômage que de la monnaie et de la finance étant NC, voire NME (sur ces points cf. Widmaier, 2003 et 2005 ; Van der Ploeg, 2005 ; Carré, 2009 ; Braun, 2010).

19 "Money neutrality might be reconciled with the appearance of a short-term stimulus from a monetary expansion" (Lucas, 1995). "Friedman's theory of the inflation process implies that money is neutral, but only in the longer run. [...] The New Classical go further: money is neutral in the shorter run as well (Lucas, 1972). Rational expectations implies that agents understand the connection between money and the price level and that they correctly anticipate the systemic components of government monetary policy. Continuous optimization implies that they use this information to discriminate between nominal and real changes. Only real changes affect their real decisions. Actual shorter-run non-neutralities are the result of random shocks, say in government monetary policy, which could not be anticipated. Their effect disappears as soon as it is realized that they have occurred" (Hoover, 1984). En fait l'hypothèse d'anticipations rationnelles rabat le long terme sur le court terme : "the new classicals use the rational expectations hypothesis as a means of bringing optimization into the analysis of economic dynamics and [...], in their hands, this has the effect of collapsing the distinction between the long run and the short run [...]" (*ibid.*).

20 Pour F. Black, penseur majeur de la *financial economics* et initiateur de la NME, "money in equilibrium" is "essentially just a unit of measurement. [...], equilibrium is a state in which all forms of wealth are equally and fully liquid, so that [...] there is nothing for money to do except provide a unit of account" (Mehrling, 2000). "In Black's general equilibrium, value is measured by an arbitrary unit of account that has no effect on equilibrium. The consequence is that price levels and exchange rates are not determined by the theory and can, in principle, be anything at all. [...] 'In modern economies, the inflation rate is indeterminate. It can be whatever people think it will be a pure case of self-fulfilling expectations.' In Black's view, [...] fixing the quantity of money has nothing to do with it, and would be inconsistent with equilibrium." (*ibid.*, 2000).

21 C'est en effet l'indice du prix des loyers qui est alors incorporé dans l'indice du coût de la vie. Or au sommet de la bulle immobilière de 2008, la hausse du prix du logement depuis 1992 représentait cinq fois celle des loyers (Braun, 2010, 22).

22 “The New Keynesian debate on the role of asset prices for monetary policy was launched by an influential article by Bernanke and Gertler (1999), in which the authors emphasize the connection between asset markets and the real economy via the ‘balance sheet channel’. [...] Ironically, the New Keynesian DSGE models that came into use at the Fed and other central banks a few years later did not differ much from the ‘benchmark neoclassical model’ in this respect.” (Braun, 2000, 18). En effet, bien qu’ils suggèrent que les banques centrales “should treat price stability and financial stability as consistent and mutually reinforcing objectives”, Bernanke and Gertler “deny that the performance of monetary policy can be improved by incorporating asset prices into the reaction function of the central bank. According to them, a policy of ‘flexible inflation targeting’ is sufficient in that it aggressively stabilizes demand and thus indirectly responds to asset price induced wealth effects.” (*ibid.*). Dès 1973, les néo-mengériens Alchian et Klein insistaient sur ce point et la nécessité de comptabiliser l’inflation des actifs dans l’indice général des prix (Alchian et Klein, 1973).

23 “[...] It is remarkable that the new Keynesians were, by temperament, more inclined to become macroeconomic engineers than were economists working within the new classical tradition. Among the leaders of the new classical school, none (as far as I know) has ever left academia to take a significant job in public policy. By contrast, the new Keynesian movement, like the earlier generation of Keynesians, was filled with people who would trade a few years in the ivory tower for a stay in the nation’s capital. Examples include Stanley Fischer, Larry Summers, Joseph Stiglitz, Janet Yellen, John Taylor, Richard Clarida, Ben Bernanke, and myself. The first four of these economists came to Washington during the Clinton years; the last four during the Bush years. The division of economists between new classical and new Keynesians is not, fundamentally, between the political right and the political left. To a greater extent, it is a split between pure scientists and economic engineers.” (Mankiw, 2006, 37). Si on suit Mankiw, les NC sont les scientifiques, les NK les ingénieurs qui appliquent la science pure des NC en tenant compte des frictions de l’économie réelle : “From the standpoint of science, the greater rigor that the new classical offered has much appeal. But from the standpoint of engineering, the cost of this added rigor seems too much to bear” (*ibid.*, 38).

24 Woodford va jusqu’à penser qu’une politique monétaire peut se concevoir sans monnaie (Woodford, 2000; Carré, 2009).

25 Il est logique dans cet article qui ne s’intéresse qu’aux *mainstreams* de la pensée économique de laisser de côté les évolutions propres aux courants institutionnalistes dans la mesure où ceux-ci n’ont pas, après 1945, constitué aux États-Unis des courants importants du champ de l’économie académique en matière monétaire. En fait leurs conceptions de la monnaie ont été largement intégrées dans les approches keynésiennes (par Keynes lui-même) et post-keynésiennes (par Hyman Minsky notamment) (Tymoigne, 2003 ; Whalen, 2008a et b ; Thabet, 2009 ; Kates, 2010 ; Sinapi, 2010). Quant aux néo-institutionnalistes comme North et Weingast, Mathews, Haber, etc., en tant qu’institutionnalistes néoclassiques, ils ignorent la monnaie et ne s’intéressent au mieux qu’à la finance.

26 “It is thus a shared outlook, *i.e.* a common set of attitudes and beliefs (without necessarily shared methodologies or theoretical perspectives) which strongly suggests that the BLF are the joint upholders of an ideology” (Kessler, 2010)

27 “The work was not revolutionary, but it was not trying to be. Instead, it was counterrevolutionary; Its aim was to defend the essence of the neoclassical-Keynesian synthesis from the new classical assaults” (Mankiw, 2006, 11)

28 Sur l’utilisation accommodante qui est faite en pratique de l’hypothèse d’efficacité des marchés, en raison du fait qu’elle ne fait pas bon ménage avec la figure de l’investisseur individuel faisant le marché, cf. Ortiz (2009).

29 Voir également Epstein & Carrick-Haggenbarth, 2010 ; Ferguson, 2010, et son film documentaire *Inside Job* (2010); divers numéros de la *Real-World Economics Review* <http://www.paecon.net/PAERreview/>

30 Cf. Leo Melamed, « A FUTURES MARKET IN CURRENCY », Presented to the New York Society of Security Analysts, Inc., New York, New York, April 19, 1972. (<http://leomelamed.com/essays/72-fut.htm>).

31 Selon l’affirmation des NC, se plaçant sous l’autorité supérieure de R. Lucas pour qui la science économique doit être microfondée, *i.e.* fondée sur un modèle de comportement rationnel de l’individu supposé n’entretenir aucun lien de coopération avec d’autres, et sur une représentation des entités collectives – les agents représentatifs – comme simple addition d’individus homogènes (« holisme de la collection » selon V. Descombes). Pour une critique fondamentale de cette recherche de légitimation du discours économique par les mathématiques via un pseudo-mimétisme entre science économique et sciences de la nature qui remonte à Walras, cf. outre les travaux de Philip Mirowski, Gutsatz, 1985.

32 Comme tend à le montrer le compliment admiratif qu’en 1990 P. Samuelson adresse dans l’introduction du livre regroupant les travaux de son ancien étudiant préféré au MIT, Robert C. Merton. Économiste financier à la *Harvard Business School*, celui-ci obtiendra en 1997 le prix dit “Nobel” de la Banque de Suède avec M. Scholes avec qui il se lancera dans les affaires et fera faillite en 1999 avec

le *mutual fund* LTCM. On le retrouve ensuite, jusqu'à tout récemment, au *Board* de *Dimensional Fund Advisers*, la firme de D. Booth et E. Fama (cf. encadré ci-dessus). Pour Samuelson, Robert C. Merton serait le plus *smart* des économistes qu'il ait connu, car à la fois riche parce que *smart* et *smart* parce que riche. Ce qu'on peut contraster avec les deux derniers des quatre impératifs qui sont au cœur de l'éthos scientifique (des normes qui doivent guider le travail scientifique) selon Robert K. Merton (le père de Robert C.), spécialiste de la sociologie des sciences, à savoir : produire des énoncés universels, mettre en commun les résultats, *travailler de façon ouverte et désintéressée, et se soumettre à un scepticisme organisé* (cité in Pestre, 2006, c'est nous qui soulignons). En revanche le fils s'inspire beaucoup de l'article de 1949 du père concernant les *self fulfilling prophecies* pour soutenir que le rôle de la science économique est en quelque sorte de faire advenir dans les faits l'équilibre général théorisé par la théorie néoclassique (McKenzie, 2003).

Pour citer cet article

Référence électronique

Bruno Théret, « Du keynésianisme au libertarianisme.

La place de la monnaie dans les transformations du savoir économique autorisé », *Revue de la régulation* [En ligne], 10 | 2e semestre 2011, mis en ligne le 04 janvier 2012. URL : <http://regulation.revues.org/index9529.html>

À propos de l'auteur

Bruno Théret

CNRS, IRISSE - université Paris Dauphine, Bruno.theret@dauphine.fr

Droits d'auteur

© Tous droits réservés

Résumé / Abstract / Resumen

Cet article est une tentative pour essayer de comprendre et expliquer la responsabilité de la science économique dans le surgissement et l'aggravation de la crise actuelle. Il examine les interrelations entre les trois courants d'idées qui dominent aujourd'hui dans les départements d'économie et de finance des universités. Les approches de l'économie financière et de la macroéconomie « nouvelle classique », combinées au renouveau de la pensée « autrichienne », constituent, par leur commune référence idéologique à un libéralisme radical, un oligopole « libertarien » contrôlant la nouvelle science économique qui, conjointement à la globalisation financière, s'est développé aux États-Unis. Comme l'article part du fait que la crise actuelle est d'essence monétaire, l'analyse de cet oligopole est menée à partir de la place qui est dévolue à la monnaie dans les corpus d'idées qu'il combine. Ce choix est justifié dans une première partie. La deuxième partie montre comment la monnaie, dont une caractéristique essentielle est qu'elle n'a pas de place dans la théorie de l'équilibre général, a « travaillé » la science économique étatsunienne *mainstream* à partir des années 1970. La troisième partie présente une topographie du champ des idées économiques qui permet de comprendre comment les trois courants, malgré leurs différences profondes, ont pu s'allier pour former l'oligopole libertarien qui contrôle le régime actuel des idées économiques autorisées. La quatrième partie examine le paradoxe d'une science qui professe l'autorégulation parfaite des marchés et donc sa propre inutilité sociale, alors même qu'elle a pris une place de plus en plus importante dans le fonctionnement économique et politique de l'économie capitaliste de marché.

Mots clés : savoir économique autorisé, libertarianisme, monnaie, crise, éthique scientifique, B20 - General, E42 - Monetary Systems; Standards; Regimes; Government and the Monetary System, E52 - Monetary Policy (Targets; Instruments; and Effects), G38 - Government Policy and Regulation, Z19 - Other

From keynesianism to libertarianism.

The place of money in the transformations of the authorized economic knowledge

This article looks for an understanding and explanation of the responsibility of economics in the upsurge and development of the present crisis. It studies the interdependencies between the three streams of ideas which today dominate the departments of economics and finance of universities. Financial economics and « new classical » macroeconomics, combined with a renewal of « austrian » economics, form, thanks to their common reference to a libertarian ideology, an oligopoly which controls the new economic science that jointly with financial globalization has developed in the United States. As the paper starts from the evidence that the present crisis finds its origin at the monetary level, the analysis of this oligopoly is based on the place that money has in its three components. In Section I we justify this choice. Section II shows how money, whose characteristic is to have no economic role in General Equilibrium Theory, has tormented american *mainstream* economics since the nineteen seventies. Section III displays a topography of the field of economic ideas that allows to understand how the three libertarian streams of ideas, despite their large differences, were able to unite in order to form an hegemonic block and monopolize the production of authorized economic discourses. Final Section IV examines the paradox of a science that professes perfect self-regulation of markets and therefore its own uselessness, but in the same time has had an increasing role in the economic and political functioning of the present capitalist market economy.

Keywords : authorized economic knowledge, crisis, scientific ethics, money, libertarianism

Del keynesianismo al libertarianismo.

El lugar de la moneda en las transformaciones del saber económico autorizado

Este artículo es una tentativa para intentar comprender y explicar la responsabilidad de la ciencia económica en el surgimiento y la agravación de la crisis actual. En el mismo se examinan las interrelaciones entre las tres corrientes de ideas que dominan en nuestros días los departamentos de economía y finanzas de las universidades. Los enfoques de la economía financiera y de la macroeconomía « nueva clásica » combinadas con una renovación del pensamiento austríaco, debido a su común referencia a un liberalismo radical, constituyen un oligopolio « libertario », que controla la nueva ciencia económica que, conjuntamente con la globalización financiera, se ha desarrollado en los Estados Unidos. Como el artículo parte del hecho que la crisis actual es esencialmente monetaria, el análisis de este oligopolio se lleva a cabo a partir del lugar que se otorga a la moneda en el corpus de ideas que este combina.

Esta elección está justificada en la primera parte. La segunda parte muestra como la moneda, cuya característica esencial es que ella no tiene lugar en la teoría del equilibrio general, ha influenciado la ciencia económica estadounidense *mainstream* a partir de los años 1970. La tercera parte presenta una topografía del campus de ideas económicas que permiten comprender como las tres corrientes, a pesar de que entre ellas hay diferencias profundas, pudieron aliarse par formar un oligopolio libertario que controla el régimen actual de las ideas económicas autorizadas. La cuarta parte examina la paradoja de una ciencia que profesa la autoregulación perfecta de los mercados y por lo tanto su inutilidad social, dado que ella ha tomado una parte cada vez más importante en el funcionamiento económico y político de la economía capitalista de mercado.

Palabras claves : crisis, saber económico autorizado, moneda, libertarianismo, ética científica

Code JEL : B20 - General, E42 - Monetary Systems; Standards; Regimes; Government and the Monetary System, E52 - Monetary Policy (Targets; Instruments; and Effects), G38 - Government Policy and Regulation, Z19 - Other